

Mois contre le Mur d'Apartheid : Mobilisations prévues en France

Paris:

Rassemblement à Belleville de 15h à 18h : Animations contre le mur, distributions de tracts, informations

<https://www.facebook.com/events/311789028987706/?fref=ts>

Montpellier:

Samedi 5 juillet de 16h à 18h30 en réponse à l'appel Palestinien, stand Place de la Comédie.

<http://bdsf34.wordpress.com/2014/07/01/samedi-5-juillet-tous-tous-contre-le-mur-de-lapartheid/>

Lyon:

Rassemblement

Samedi 5 juillet 2014 à partir de midi Juillet 2004 : 10 anniversaire de la décision de la Cour Internationale de Justice : EXPOSITION – STANDS CONTRE LE MUR DE L'APARTHEID au Parc de la Tête d'Or à LYON

Appel Collectif à l'Action : Juillet 2014 – Mois contre le Mur d'Apartheid

#StopImpunity

http://www.bdsfrance.org/index.php?option=com_content&view=article&id=3143%3Ale-mur-dapartheid-appel-collectif-a-laction-juillet-2014-mois-contre-le-mur-dapartheid&catid=49%3Aactualites&lang=fr

Le 9 juillet 2014, cela fera dix ans que la Cour Internationale de Justice (CIJ) aura émis un avis consultatif, intitulé Conséquences Juridiques de la Construction d'un Mur dans les Territoires Occupés Palestiniens, qui déclarait illégal selon les lois internationales le Mur d'Apartheid en Cisjordanie. Le tribunal était clair : il exigeait la destruction du Mur, ratifiait une fois de plus les droits des Palestiniens et appelait la communauté internationale à faire plier Israël.

S'ensuivit une autre décennie d'injustice et de constante impunité qui ne prenait pas en compte les actions illégales d'Israël. Dix ans plus tard, le Mur et son régime colonial associé continuent à s'étendre en Palestine tout en constituant un formidable instrument d'annexion des terres, de pillage des ressources naturelles et de déplacement de populations. Le Mur met la dernière pierre au projet d'apartheid israélien qui délimite les enclaves isolées dans lesquelles les Palestiniens seront enfermés – version plus cruelle des Bantoustans créés par l'ancien régime d'apartheid sud-africain. A travers la planète, Israël a réussi à démontrer que les murs sont, pour les gouvernements, un standard acceptable pour exclure, marginaliser, déposséder, discriminer et installer la ségrégation dans un peuple.

Au moment même où Israël a compromis le dernier round de plus de 20 ans d'échec des négociations, le temps est venu pour une « Intifada juridique », une lutte populaire intensifiée et davantage de boycotts, de désinvestissement et de sanctions. Le temps est venu de rendre compte.

Nous appelons tous les citoyens à travers le monde à se joindre à nos efforts :

Faisons de Juillet le Mois contre le Mur d'Apartheid !

#StopImpunity

Nous vous incitons à :

- Prendre mieux conscience du Mur et de son impact sur le peuple palestinien et notre combat pour la justice ;
- Démarrer et renforcer les campagnes contre les entreprises qui construisent et entretiennent le Mur ;
- Faire pression sur votre gouvernement pour qu'il respecte ses obligations telles qu'exposées dans la résolution de la CIJ.

La décision de la Cour Internationale de Justice a énoncé trois obligations :

1) Pour Israël, détruire le Mur, annuler les lois et arrêtés relatifs à sa construction et réparer le préjudice commis

2) Pour la communauté internationale, ne pas reconnaître ni porter aide et assistance

. . au Mur

. au régime qui l'accompagne (y compris le projet colonial)

. au maintien de la situation ainsi créée.

Ceci implique un appel clair à ne pas financer ni soutenir d'aucune manière toute activité liée aux composantes ci-dessus.

3) Pour la communauté internationale, agir efficacement pour mettre fin aux violations des lois internationales par Israël, ceci pouvant comporter des sanctions.

En Palestine, les gens ont continué à s'opposer au Mur avec

des manifestations populaires, des procès et des actions directes. Exactement un an après la résolution de la Cour Internationale de Justice, la société civile palestinienne a appelé à une campagne mondiale de boycotts, désinvestissement et sanctions (BDS) afin de soutenir le mouvement mondial BDS pour la justice.

Une Justice différée est une Justice niée ! Stoppons le Mur Maintenant !

Boycott, Désinvestissement et Sanctions Maintenant !

Premières signatures :

Coalitions :

Campagne Palestinienne contre le Mur d'Apartheid – Stoppons le Mur

Comité National Palestinien BDS (BNC) – 27 réseaux associés

Réseau des ONG Palestiniennes (PNGO) – plus de 135 organisations

Coalition Civique pour les Droits des Palestiniens à Jérusalem – 25 organisations

Initiative de Défense de la Palestine Occupée et des Hauteurs du Golan Syrien (OGPAI) – 11 org.

Coalition pour la Défense de la Terre – 6 organisations.

Organisations :

Addameer – Association de Soutien aux Prisonniers et aux Droits de l'Homme

Centre Al Mezan pour les Droits de l'Homme

Centre de Ressources BADIL pour le droit de résidence des Palestiniens et des réfugiés

Centre de Défense des Libertés et des Droits Civiques
« Humyyat »

Commission Indépendante pour les Droits de l'Homme (ICHR)

Solidarité de la Vallée du Jourdain

Kairos Palestine

Centre de Recherche sur la Terre (LRC)

Muwatin, Institut Palestinien d'Etude de la Démocratie

Association Nationale pour la Démocratie et le Droit

Association des Femmes d'Affaires Palestiniennes (PAFU)

Fédération Palestinienne des Nouveaux Syndicats

Union de la Jeunesse Palestinienne

Société pour un Projet de Sollicitude (PLC)

Société de Développement des Femmes Rurales

L'Institut de Recherche Appliquée de Jérusalem (ARIJ)

Union des Comités du Travail Agricole

Centre des Affaires Féminines et Familiales

#StopImpunity

<http://icj10.stophewall.org/2014/06/27/joint-call-to-action-july-2014-month-against-the-apartheid-wall-2/>

VIDEO « 20 Minutes » Salon Eurosatory : des militants pro-palestiniens perturbent les stands d'armes d'Israël

William Molinié / 20 Minutes

INFO «20 MINUTES» – Ils se sont fait passer pour des visiteurs lambda de ce salon qui se tient au parc des expositions de Villepinte...

Quelques militants pro-palestiniens ont appelé à «boycotter» Israël, ce mardi, [au salon de l'armement terrestre, Eurosatory](#), qui se tient cette semaine au parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis).

VIDEO:

Des militants pro-palestiniens ont appelé au «Boycott d'Israël» devant les stands d'armements du pays au salon Eurosatory le 17 juin 2014. William Molinié / 20 Minutes

Ces individus, qui se sont fait passer pour des visiteurs lambda, se sont approchés incognito des stands d'entreprises israéliennes du secteur de la défense, avant de dévêtir leurs habits, laissant apparaître des t-shirts orange floqués d'inscriptions telles que: «Boycott Israël Apartheid» ou «Justice en Palestine».

Evacués du salon

Réagissant avec fermeté, le service d'ordre s'est imposé entre les militants et les visiteurs, composé, entre autres, de nombreux Israéliens à cet endroit du salon. Certains, médusés, ont estimé que cette action était «une provocation».

Les militants, qui se réclament de l'[organisation BDS \(Boycott, Désinvestissement, Sanctions\)](#), ont été évacués une dizaine de minutes plus tard. Ils revendiquent être «la réponse citoyenne et non violente à l'impunité d'Israël».

Source:

<http://www.20minutes.fr/article/1403898/ynews1403898?xtor=RSS-176>

<https://fr.news.yahoo.com/video-salon-eurosatory-militants-pro-palestiniens-perturbe-nt-stands-160323469.html>

Salon EuroSatory : Israël dehors !

SALON EUROSATORY : ISRAEL DEHORS !

17 juin 2014 – Une dizaine de militants du collectif Stop Armes et de la campagne BDS France ont investi le stand d'Israël au salon Eurosatory ce jour.

Il s'agit du salon international de la défense terrestre et aéroterrestre, ayant lieu tous les 2 ans au Parc des expositions de Villepinte. L'objectif était de perturber le commerce des entreprises israéliennes présentes sur le salon, dans le cadre de la campagne internationale BDS (Boycott Désinvestissement Sanction) visant à des sanctions économiques contre les entreprises israéliennes profitant de la colonisation illégale de la Palestine – en particulier les industries de l'armement.

Les militants entendaient protester contre la présence d'Israël à ce salon, et rappeler les crimes de guerre commis par ce pays ces dernières années, notamment le bombardement de Gaza lors de l'opération « Plomb durcit » en 2009. L'attaque

israélienne avait alors fait plus de 1300 victimes pour la plupart civiles, dont de nombreux enfants. Les conséquences sanitaires se font encore sentir aujourd'hui à Gaza, notamment du fait de l'utilisation de bombes à uranium appauvri. Les criminels de guerre responsables de cette attaque n'ont toujours pas été jugés!

« Les militaires israéliens présents à Eurosatory sont des criminels de guerre, et doivent être jugés et condamnés par un tribunal international. Au lieu de cela, la France du président Hollande leur ouvre grands les bras, et leur permet de faire leur business en toute impunité. Ce salon est vraiment une honte ! », dit le collectif Stop Armes et la Campagne BDS France.

Nous appelons à mettre en œuvre un embargo militaire immédiat contre Israël

Collectif Stop Armes et Campagne BDS France

trop.guerre@gmail.com – campagnebdsfrance@yahoo.fr

PHOTOS

<https://plus.google.com/photos/103443993096431512362/albums/6025876497637361489>

EUROSATORY: ISRAEL GET OUT!

17 June 2014 – Today a dozen activists from the Stop Arms collective and the BDS France campaign surrounded the Israeli stand at the Eurosatory fair, the international fair exhibiting ground and air weapons, which is held every two years in Villepinte just outside Paris. This action, designed to disrupt trade by the Israeli firms present at the fair, took place in the framework of the international BDS (Boycott-Divestment-Sanctions) campaign aiming at economic sanctions against Israeli firms profiting from the illegal colonisation of Palestine – and especially against those in the weapons industry.

The activists protested against Israel's presence at this fair, stressing the war crimes committed by that State, particularly the bombing of Gaza during the "Cast Lead" operation in 2009. That Israeli attack killed more than 1,300 people, the majority of them civilians, including numerous children. The health consequences are still being felt in Gaza today, due to Israel's use of depleted uranium, and the war criminals responsible for the attack have never been brought to justice.

The Israeli military present at Eurosatory are war criminals who must be judged and indicted by an international court. France, under President Hollande, instead welcomes them with open arms and allows them to do business with total impunity. This fair is an absolute disgrace!

We call for an immediate military embargo against Israel!

Stop Arms collective and BDS France campaign

trop.guerre@gmail.com – campagnebdsfrance@yahoo.fr

—

L'Union européenne interdit les volailles israéliennes élevées dans les colonies illégales

La société civile palestinienne applaudit aujourd'hui aux articles selon lesquels l'Union européenne ne permettra plus aux volailles et aux œufs venant des colonies illégales israéliennes d'entrer dans l'UE, en ce qu'elle est la première interdiction de l'UE concernant des produits israéliens.

L'UE a informé Israël qu'elle ne peut pas accepter l'autorité du ministère de l'Agriculture israélien pour certifier des produits dans les colonies israéliennes, qui sont construites illégalement dans le territoire palestinien occupé, et que, par conséquent, elle ne peut pas importer les volailles et les œufs des colonies.

La décision est une application de l'engagement de l'UE de ne pas reconnaître la souveraineté israélienne sur le territoire palestinien occupé, ce qui était le motif à l'origine des lignes directrices de l'UE publiées en juin dernier sur la participation d'Israël aux programmes communautaires.

« La société civile palestinienne salue cette petite mais importante mesure pour garantir que l'UE n'accordera ni reconnaissance ni assistance aux colonies illégales israéliennes dans le territoire palestinien occupé, lesquelles continuent de s'étendre et de déplacer par la force les communautés palestiniennes » a déclaré Jamal Juma', membre du Comité national palestinien du BDS, la plus grande coalition de syndicats, campagnes, réseaux ONG et partis politiques palestiniens, qui dirige le mouvement BDS mondial.

« Mais si l'UE agit sérieusement pour prendre des mesures concrètes et efficaces pour répondre à ses obligations juridiques et cesser sa complicité dans les violations israéliennes du droit international, elle devra commencer par interdire toute activité commerciale avec les colonies israéliennes illégales, s'assurer que les entreprises européennes cessent toute participation dans un projet israélien quel qu'il soit dans les TPO, et imposer un embargo sur les armes dans les deux sens. »

« L'Accord d'association UE-Israël et Horizon 2020, principaux cadres de la coopération euro-israélienne, doivent être gelés si l'Europe veut contribuer à l'arrêt de la colonisation

israélienne de la terre palestinienne. Le sabotage par Israël de toutes les tentatives pour arriver à une juste paix, basée sur les résolutions des Nations-Unies, doit entraîner des conséquences réelles, pas seulement superficielles. »

« Les accords de libre-échange avec Israël et le commerce qui soutient les colonies illégales israéliennes sont une forme d'appui aux violations par Israël du droit international. Nous demandons aux gouvernements dans le monde à commencer de respecter leurs obligations selon le droit international et à ne pas apporter ni aide ni assistance aux crimes d'Israël contre le peuple palestinien. »

Juma' a souligné que si les lignes directrices de l'UE annoncées en juin dernier ne mentionnaient pas spécifiquement le commerce et ne se rapportaient qu'aux financements de l'UE, cette décision était une extension logique du principe sur lequel les lignes directrices sont basées, à savoir que l'UE est juridiquement obligée de ne pas reconnaître la souveraineté israélienne dans le territoire palestinien occupé. Cela a créé l'espoir chez les militants des droits de l'homme dans le monde que l'UE puisse étendre cette interdiction bienvenue à toutes les entreprises israéliennes opérant dans le TPO.

Selon une brochure publiée par le gouvernement israélien, Israël a exporté 72 millions de dollars de viande fraîche, et notamment de volailles, en 2012. La plupart des exportations alimentaires israéliennes s'en vont dans les pays de l'UE.

traduction : JPP

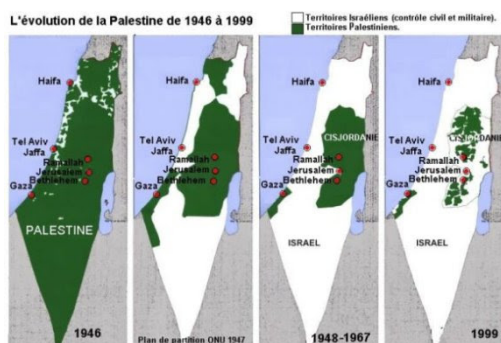
Plus d'informations : 00 972 (59) 983 0322

info@bdsmovement.net

Union Européenne/Territoires occupés : C'est l'Europe qui défend la Palestine

Publié le [23 mai 2014](#) par [Gilles Devers](#) L'avenir de la Palestine est lié au droit européen, le seul à prendre sérieusement en compte le droit international. Ne pas l'admettre est une erreur décisive, et les dirigeants palestiniens et israéliens, totalement focalisés sur les US, sont bien à côté de la plaque.

Hier, l'Union européenne a interdit l'importation des [volailles](#) issues des colonies israéliennes en Cisjordanie. On s'en fout, répond l'occupant, car c'est même pas 5%... Sauf que le problème n'est pas les 5% de poulets, mais la règle qui permet cette interdiction, qui est générale... et qu'Israël n'a pas contestée devant la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) ! La roue tourne...



L'Europe : des États qui se soumettent au

droit

Qu'il est de bon ton de vomir sur l'Union européenne... la source de tous les maux, le terrain de jeu du capitalisme mondialisé et autres délires de bac à [sable](#), où Montebourpif et Besancenot se disputent le râteau et la pelle.

J'irai voter dimanche, et deux fois plutôt qu'une, avec une admiration profonde pour cet espace de droit et de fraternité qu'est l'Europe. Des défauts, l'Europe ? Oui, comme vous et moi. Mais je n'oublie pas l'essentiel. L'Europe, ce sont de grands Etats qui acceptent de se soumettre au droit, et – cerise sur le gâteau – la Cour de Justice de l'Union Européenne (*Kadi, 2008*) est la seule juridiction à avoir condamné le Conseil d'(in)Sécurité. Le fait que Papy Sarko sorte de son trou pour demander la remise en cause de Schengen montre bien tout ce qu'apporte l'Europe, contre les égoïsmes nationaux, mortifères.

Les poulets des colonies sont illicites

Hier, l'Union Européenne a notifié au ministère de l'Agriculture israélien qu'elle ne reconnaissait son contrôle vétérinaire que dans les frontières de l'Etat d'Israël d'avant 1967 et que la volaille élevée dans les colonies n'était donc pas conforme aux normes requises pour l'importation. De telle sorte, est interdite l'importation de volailles et d'œufs provenant des colonies israéliennes en Cisjordanie.

Interrogé par l'AFP, le ministère s'est refusé à tout commentaire, mais le site d'information *Walla* a assuré la permanence : « Il faut noter que la production de volaille et des produits dérivés dans les colonies représente moins de 5% de la production israélienne, l'impact de la nouvelle ligne directrice européenne ne sera donc pas important du point de vue économique ».

Les mecs sont nuls

5% c'est rien, c'est sûr,... sauf pour les 5% touchés, qui vont être coulés, et qui vont se faire entendre... Mais le vrai problème, évidemment, ce n'est pas ces 5%, mais la règle qui fonde cette décision, et là, ça devient sérieux. On entre dans le dur car la décision rendue pour les poulets n'est que la première d'une longue série, venant en application d'une règle de base... qui n'a pas été contestée en justice ! Les importations illégales vont tomber comme les feuilles en automne.

Quelle est cette base ?

Il s'agit d'un acte de la Commission européenne, dénommé « Lignes directrices relatives à l'éligibilité des entités israéliennes établies dans les territoires occupés par Israël depuis juin 1967 et des activités qu'elles y déploient aux subventions, prix et instruments financiers financés par l'UE à partir de 2014 », n° [2013/C 205/05](#), publié au Journal officiel de l'Union européenne du 19 juillet 2013, page 9.



Quelles sont les fondements de ce document ?

On ne peut être plus clair.

« L'UE ne reconnaît pas la souveraineté d'Israël sur les territoires occupés par Israël depuis juin 1967 » que sont le plateau du Golan, la bande de Gaza et la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est et « ne les considère pas comme faisant partie intégrante du territoire d'Israël, indépendamment du statut légal qui leur est conféré par le droit national israélien » (CJUE, 25 février 2010, C-386/08, [Brita](#), Rec. 2010, p. I-1289, points 47 et 53).

L'UE a fait savoir qu'elle ne reconnaîtrait aucune autre modification du tracé des frontières d'avant 1967 que celles approuvées par les parties au processus de paix au Proche-Orient (PPPO). Elle agit par référence au Conseil des Affaires étrangères de l'UE qui a souligné l'importance de limiter l'application des accords avec Israël au territoire israélien reconnu par l'Union. Selon les conclusions du Conseil Affaires étrangères sur le PPP0, adoptées le 10 décembre 2012, « tous les accords entre l'État d'Israël et l'Union européenne indiquent clairement et expressément qu'ils ne s'appliquent pas aux territoires occupés par Israël en 1967».

Quelles modalités ?

Le texte est très précis :

« 9. En ce qui concerne le lieu d'établissement des entités israéliennes:

« a) dans le cas de subventions et de prix, seules les entités israéliennes dont le lieu d'établissement est situé à l'intérieur des frontières d'Israël d'avant 1967 seront considérées comme éligibles;

« b) dans le cas d'instruments financiers, seules les entités israéliennes dont le lieu d'établissement est situé à l'intérieur des frontières d'Israël d'avant 1967 seront considérées comme éligibles en leur qualité de bénéficiaires finals.

« 10. Par lieu d'établissement, on entend l'adresse légale d'enregistrement de l'entité, confirmée par une adresse postale précise correspondant à un emplacement physique concret.

L'Union européenne est signataire des accords d'Oslo qui précise que les frontières font l'objet de négociation entre les parties, à l'article 31 : « Neither side shall take any steps to change the status of Gaza and the West Bank pending the outcome of the permanent status negotiations ». Oui, et l'Union européenne répond : « Quand un accord international régulier entérinera de nouvelles frontières, nous l'appliquerons. Mais en attendant, le droit international, c'est la frontière d'avant 1967 ».

Israël n'a pas contesté en justice les règles nouvelles

Bon, résumons : l'Union européenne adopte des mesures réglementaires qui font grief à Israël, et Israël en fait des tonnes pour dire qu'il n'acceptera pas ces règles. Pour Israël, ces règles étaient une aberration. Pas de problème : il suffisait de faire un recours devant la juridiction européenne dans les deux mois. Franchement, ça n'aurait pas dû faire un pli : la « seule démocratie » du Proche-Orient allait user d'un recours démocratique devant une juridiction démocratique pour faire valoir ses arguments démocratiques. Eh ben non, Israël a fulminé contre ces nouvelles règles, mais ne les pas attaquées en justice et ces règles sont devenues définitives. Cela aurait pourtant été intéressant alors que la CEDH a jugé que l'occupation militaire, quand elle devient un

procédé de conquête de territoire, était illégale et engageait la responsabilité de l'Etat occupant à indemniser des dommages causés (CEDH [GC], *Chypre c. Turquie*, 12 mai 2014, n° [25781/94](#)).

L'ANP totalement hors-jeu...

Une fois de plus, la calamiteuse ANP est totalement hors-jeu, ne voulant surtout pas prendre le risque de froisser son maître, les Etats-Unis (*Territoire indien occupé, Amérique du Nord*). Pas un mot sur cette immense victoire, pas un seul commentaire...

Quant à sa tristounette filiale française, l'AFPS (*Association France Palestine Solidarité*), elle continue, avec une constance remarquable, à ignorer le droit européen et à perdre ses procès en les fondant sur des arguments hors d'âge.

Alors, la Commission européenne plus efficace que l'ANP et ses filiales amatrices pour défendre les droits des Palestiniens ? Je ne fais là qu'un constat, mais il est évident, et pose des questions pas simples.

Depuis 70 ans, la Palestine se plaint de la violation de ses droits ? Combien de fois a-t-elle engagé de vraies actions en justice ? Jamais. Un problème sérieux, très sérieux...



<http://lesactualitesdudroit.com/2014/05/23/union-europeenneterritoires-occupes-cest-leurope-qui-defend-la-palestine/>

Lettre à Catherine Ashton de 29 membres du Parlement européen

Les entreprises privées européennes jouent un rôle important dans le financement, l'encouragement et le soutien des violations israéliennes de la législation internationale et des colonies israéliennes illégales :

- en fournissant des produits et services qui facilitent l'existence des colonies illégales ;
- en important et en vendant des biens produits par les entreprises opérant dans les colonies israéliennes illégales ;
- en investissant dans les entreprises et les projets de colonisation.

La lettre intégrale des 29 députés du Parlement européen :

Baronne Catherine Ashton

Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité,

Vice-présidente du Service européen pour l'action extérieure de la Commission européenne

1046 Brussels – le 25 mars 2014

Madame la baronne Ashton,

Nous demandons que le Service européen pour l'action extérieure agisse afin de décourager les entreprises européennes de s'engager dans des activités qui facilitent l'expansion en cours des colonies israéliennes, colonies qui sont illégales en vertu du droit international.

De nombreuses entreprises privées européennes opèrent à l'intérieur des colonies israéliennes, ou conservent des relations économiques avec les colonies israéliennes, en leur apportant un soutien économique.

Il existe plusieurs exemples des nombreuses façons par lesquelles les entreprises européennes aident à l'existence et à l'expansion des colonies (1). Par leurs activités, elles contribuent directement et durablement aux violations d'Israël du droit international et à ses abus contre les droits de l'homme en lien avec les colonies.

Les Principes directeurs des Nations-Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, approuvés par l'Union européenne, stipulent clairement que les gouvernements ont l'obligation de veiller à ce que les entreprises domiciliées sur leur territoire ne contribuent pas aux violations des droits de l'homme dans leurs opérations à l'étranger, notamment en fournissant des conseils et des informations. Dans les cas d'entreprises opérant dans des zones de conflit, les Principes directeurs exhortent les gouvernements à fournir une « assistance adéquate aux entreprises pour l'évaluation et le traitement de risques renforcés d'abus » (2).

Le gouvernement néerlandais a récemment pris des mesures louables concernant la contribution des entreprises néerlandaises aux violations des droits de l'homme et du droit international. En juin 2013, la firme d'ingénierie Royal Haskoning DVH s'est retirée d'un projet de traitement des eaux usées à Jérusalem-Est sous occupation, après les recommandations exprimées par le gouvernement dans ce sens (3).

De la même façon, le gouvernement allemand, en 2011, a réussi à persuader la Deutsche Bahn, de ne pas participer à la construction de la ligne ferroviaire israélienne A1 dont le tracé définitif montre qu'elle traverse le territoire palestinien occupé en violation manifeste du droit international (4).

Nous exhortons le SEAE à publier des orientations décourageant les firmes européennes de maintenir leurs relations économiques avec les colonies. En outre, l'Union européenne devrait user de sa présence en Israël et dans les territoires palestiniens occupés pour faire connaître aux entreprises européennes les problèmes et les risques qui sont associés à

de telles relations, et encourager les États membres à agir pareillement. Nous sommes impatients de connaître vos réflexions sur la meilleure façon pour l'Union européenne de traiter cette question importante.

Nous vous prions Madame...

Les 29 députés du Parlement européen :

1. Emer Costello, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
2. Martina Anderson, Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
3. Margrete Auken, Verts/Alliance libre européenne
4. Phil Bennion, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
5. Michael Cashman, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
- 6 Nikos Chrysogelos, Verts/Alliance libre européenne
7. Chris Davies, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
8. Véronique De Keyser, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
9. Jill Evans, Verts/Alliance libre européenne
10. Sergio Gaetano Cofferati, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
11. Ana Gomes MEP, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
12. Catherine Grèze, Verts/Alliance libre européenne
13. Richard Howitt, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
14. Stephen Hughes, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
15. Nicole Kiil-Nielsen, Verts/Alliance libre européenne
16. Patrick Le Hyaric, Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
17. David Martin, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
18. Marisa Matias, Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
19. Linda McAvan, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
20. Emilio Menéndez del Valle, Alliance progressiste des socialistes et démocrates

21. Paul Murphy, Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
22. Norbert Neuser, Alliance progressiste des socialistes et démocrates
23. Judith Sargentini, Verts/Alliance libre européenne
24. Alda Sousa, Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
25. Bart Staes, Verts/Alliance libre européenne
26. Keith Taylor, Verts/Alliance libre européenne
27. Kyriacos Triantaphyllides, Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
28. Ivo Vajgl, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
29. Graham Watson, Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

(1)

– www.eccpalestine.org/the-contribution-of-european-businesses-to-the-existence-and-expansion-of-illegal-israeli-settlements/

(2)

– http://www.ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_EN.pdf

(3)

– <http://www.rijksoverheid.nl/bestanden/documenten-en-publicaties/kamerstukken/2013/05/28/kamerbrief-met-reactie-op-rapport-dutch-economic-links-with-the-occupation/kamerbrief-met-reactie-op-rapport-dutch-economic-links-with-the-occupation.pdf>

(4)

– <http://www.ft.com/cms/s/0/4b6b59fc-7a4b-11e0-bc74-00144feabd00.html?siteedition=uk#axzz1LvIu7xMU>

European Coordination of Committees and Associations for Palestine

: <http://www.eccpalestine.org/wp-content/uploads/2014/03/Letter-on-Corporate-Complicity-with-the-Settlements.pdf>

<http://www.alternativenews.org/english/index.php/features/economy-of-the-occupation/7929-29-european-parliament-members-call-on-ashton-to-discourage-european-businesses-from-trading-with-settlements>

Traduction : JPP pour BDS France et Mehadrindegage

Les membres de la délégation du Parlement européen en Palestine demandent à l'Union européenne d'augmenter la pression sur Israël

25 mars 2014 – Coordination européenne des Comités et Associations pour la Palestine

Les membres de la délégation officielle du Parlement européen se sont rendus en Palestine afin d'évaluer la situation des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes et de discuter de l'utilisation des fonds de l'Union européenne dans les projets humanitaires de la bande de Gaza. La délégation s'est vu refuser l'accès aux prisons israéliennes et à la bande de Gaza par les autorités israéliennes.

Israël prétend que les députés de la délégation du Parlement européen venant en Palestine via le passage frontalier d'Erez ne vont pas se préoccuper uniquement des questions humanitaires, une allégation fortement réfutée par les députés qui rétorquent que la fermeture de la bande de Gaza par Israël est une violation du droit international.

La délégation officielle du Parlement européen a déclaré :
« Israël a infligé une catastrophe économique à la population de Gaza, dont les conséquences humanitaires n'en sont que trop bien connues. »

« La Convention de Genève stipule clairement qu'Israël a la responsabilité du bien-être de la population sous son contrôle et son occupation, alors que l'Union européenne paie des factures qui sont, de par le droit, à la charge d'Israël » a déclaré la délégation.

« Comme si souvent par le passé, nous sommes déçus, voire indignés, d'entendre parler une fois encore des injustices de l'occupation illégale d'Israël sur la Palestine ; de confiscations et de démolitions, de constructions dans les colonies et d'exclusion des Palestiniens de tant de leur terre natale, d'humiliations et de meurtres, dont leurs auteurs israéliens ne sont jamais punis », a écrit la délégation dans son communiqué.

Selon les députés européens, « L'Union européenne reproche bien tout cela à Israël, mais nous regrettons que les paroles de l'Union européenne ne sont que trop rarement suivies par des actes. Au contraire, les relations entre l'Union européenne et Israël restent très étroites et nous craignons qu'Israël ne parte trop souvent du principe que cette situation durable est un soutien tacite à son comportement. **Nous demandons à l'Union européenne d'augmenter la pression sur Israël pour qu'il change d'attitude**, et nous faisons cela parce que nous sommes à la fois les amis des Palestiniens et des Israéliens, et nous croyons qu'il est dans l'intérêt de tous que l'occupation prenne fin rapidement. »

European Coordination of Committees and Associations for Palestine :

<http://www.eccpalestine.org/members-of-the-european-parliaments-delegation-to-palestine-call-upon-the-eu-to-apply-more-pressure-on-israel/>

L'Argentine impose une perte de 170 millions de dollars à la compagnie des eaux israélienne Mekorot

Posté le 14 mars 2014 par le BNC

La perte du contrat de La Plata s'inscrit dans la suite d'un boycott du même type de la part de l'entreprise hollandaise Vitens

Des entreprises de construction européennes et des fonds de pension abandonnent Israël

Des associations d'étudiants et de jeunes ont de plus en plus de poids dans BDS

Les branches norvégiennes de YWCA et de YMCA adoptent BDS

Dans la vague récente de succès du mouvement croissant de Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS), les autorités de Buenos Aires ont suspendu une offre de 170 millions de dollars pour une usine de traitement de l'eau, faite par la compagnie nationale des eaux d'Israël, Mekorot. La décision a été prise à la suite d'une campagne de syndicats et de groupes de droits humains argentins qui ont établi un lien entre le rôle de Mekorot dans le vol des ressources en eau palestiniennes par Israël et le fait que de toute évidence le

projet ne correspondait pas aux normes et aux besoins argentins.

L'argument de la campagne était que Mekorot essayait d'exporter dans le pays une politique de l'eau discriminatoire telle qu'elle l'applique contre le peuple palestinien.

Cette victoire contredit amplement les déclarations israéliennes selon lesquelles les pays du Sud, enthousiasmés par la technologie israélienne, sont incontestablement des marchés en expansion, comme l'a exprimé Netanyahu dans son discours à l'AIPAC.

Mekorot s'approprie illégalement l'eau palestinienne et la détourne vers les colonies israéliennes illégales et les villes d'Israël. L'entreprise impose de graves obstacles à l'accès des Palestiniens à leur eau. Amnesty International a accusé Israël de priver les Palestiniens de leur accès à l'eau en tant que « moyen d'expulsion ». Un rapport de parlementaires français (janvier 2012) a accusé Israël d'imposer un système d'apartheid de l'eau dans les territoires palestiniens occupés.

Le gouvernement de la province de Buenos Aires avait approuvé un projet d'usine d'eau potable porté par un consortium conduit par Mekorot, à la suite d'une visite en Israël du gouverneur Daniel Scioli en 2011, mais des protestations et du lobbying ont persuadé les autorités locales de suspendre le projet.

Une annonce de haut niveau a été faite en décembre dernier par la grande entreprise hollandaise de service de l'eau qui a suspendu un accord avec Mekorot au motif que cette relation s'établissait en violation de « l'engagement à respecter le droit international ».

« Nos recherches nous ont permis de conclure que Mekorot est venu en Argentine dans l'intention de répéter ce qu'elle fait en Palestine. L'eau est un droit pour tous et aucune

entreprise ne devrait pouvoir fournir de l'eau sur la base d'une discrimination » a dit Adolfo, un ingénieur représentant le syndicat CTA/ATE Hidráulica qui a fait campagne contre l'usine de Mekorot.

« Nous nous sommes battus en solidarité avec la lutte des Palestiniens pour la justice, la libération et le retour et nous avons gagné une bataille non seulement contre les crimes israéliens contre le peuple palestinien mais aussi pour le droit à l'eau ici en Argentine » a dit Tilda Rabi, présidente de la Fédération des organisations palestino-argentines.

Les militants constatent que la décision a été prise en décembre 2013 mais qu'ils n'ont pu la vérifier que le 7 mars 2014.

Plus d'info :
<http://www.bdsmovement.net/2014/170m-argentina-loss-for-mekoro-t-11875#sthash.by4YCaKH.dpuf>

Traduction : SF pour BDS France

Comment l'Europe finance l'occupation de la Palestine

les enfants de Gaza peignent une fresque contre le siège que l'UE aide à financer.

([Mohammed Asad](#) / [APA images](#))

De manière détournée, c'est peut-être ce qu'un de ses envoyés

vient de faire. [Lars Faaborg-Andersen](#), l'ambassadeur de l'UE à Tel-Aviv, a récemment averti des conséquences si l'Union décidait de couper son assistance à l'Autorité Palestinienne au cas où les pourparlers de « paix » actuels échoueraient.

« Je pense qu'on comprend en Israël que cet argent est décisif pour la stabilité en Cisjordanie et à Gaza », a dit le Danois.

« Si nous n'apportons pas l'argent, je pense qu'il y a de fortes chances qu'Israël doive en fournir beaucoup plus ».

Le choix des mots par Faaborg-Andersen est instructif. Il paraît croire que l'UE fait une fleur à Israël en fournissant la « stabilité » dans les territoires occupés en 1967.

A ma connaissance, il n'a pas détaillé plus. S'il avait fait, il aurait pu expliquer que le droit international oblige une puissance occupante à satisfaire les besoins élémentaires d'un peuple occupé. En allongeant environ 460 millions d'euros à la Palestine annuellement, l'UE soulage Israël de ses responsabilités légales.

Baratin

Le baratin déversé constamment sur cette aide est qu'elle améliore les conditions de vie des Palestiniens. Les déclarations et les « fiches d'explication » crachées par les bureaucrates de Bruxelles n'expliquent pas qu'une partie des fonds finance directement l'infrastructure de l'occupation.

Par exemple, en 2012, l'Union s'est vantée de son don de 13 millions d'euros pour améliorer des équipements tels que les machines à rayons X et la technologie informatique utilisés à Karem Abu Salem, point de passage des marchandises entre Gaza et l'Israël actuel.

Il y a eu un grand oubli dans l'annonce de ce cadeau « généreux ». Karem Abu Salem – connu en hébreu comme Kerem Shalom – est contrôlé par Israël, qui a mis de sévères restrictions au passage de marchandises dans la bande de Gaza. En donnant un coup de main à Israël, l'UE entrait au service du siège illégal de Gaza. Ce n'était pas la première fois que l'Union avait facilité une telle illégalité.

Ne nous roulez pas

Je vous invite à lire [Palestine, la trahison européenne](#). Écrit par [Véronique De Keyser](#), membre du Parlement européen, et par le regreté champion des droits humains [Stéphane Hessel](#), ce livre documente comment cette aide réservée ostensiblement pour les Palestiniens bénéficie en réalité à Israël. Après que Hamas ait gagné une élection démocratique en 2006, l'UE a refusé d'attribuer l'aide via une administration dirigée par ce parti. En mars 2006, [Benita Ferrero-Waldner](#), alors commissaire des affaires extérieures de l'Union, décida que 40 millions d'euros seraient payés directement à Israël pour que les entreprises israéliennes livrent du carburant à Gaza.

Je n'ai jamais argumenté que l'UE devrait cesser de donner l'argent à la Palestine. Cela priverait beaucoup trop de gens de l'éducation, de la santé et l'énergie. Par contre ce que j'ai revendiqué, c'est l'honnêteté et la responsabilité.

Les contribuables européens ne devraient pas être trompés à croire que notre argent est toujours utilisé de manière bienveillante. On devrait leur dire directement qu'ils aident une occupation. Si Israël refuse d'accepter ses responsabilités légales, alors il incombe à l'UE d'envoyer son aide extérieure à Israël en insistant sur son remboursement. Et quand Israël [détruit](#) des projets financés par l'UE, comme il l'a fait en de nombreuses occasions, l'union doit faire juger Israël. A leur honte, les représentants de l'Union ont toujours été trop couards pour poursuivre Israël.

Sinistre

Des données récentes contenues dans un rapport officiel de l'UE sur le commerce des armes révèlent une chose encore plus sinistre. Elles indiquent que la valeur des licences d'exportation d'armes délivrées par les gouvernements de l'Union a [bondi](#) par 290 % entre 2011 et 2012: de 157 millions à 630 millions d'euros.

Ces statistiques ne donnent probablement pas une vue complète de la coopération concernée. La Grande-Bretagne (un membre ancien de l'UE) a publié l'an dernier des données indiquant

que la vente de matériel militaire à Israël peut être [mesurée en milliards](#) plutôt qu'en millions. Elles indiquent en plus que l'union ignore suprêmement sa propre [loi sur les ventes d'armes](#). Celle-ci interdit les exportations d'armes si elles ont des chances d'être utilisées pour la répression ou pour exacerber les tensions régionales.

Bien sûr, tout cela se tient. Israël est traité comme s'il était au-dessus des lois.

<http://electronicintifada.net/blogs/david-cronin/how-europe-funds-occupation-palestine>

Traduction : JPB, CCIPPP

Rapport : les obligations d'Israël imposées par le droit international, ses violations et leurs implications pour la politique de l'UE

Les auteurs du document proprement dit :

- *Michel Waelbroeck, professeur émérite, université libre de Bruxelles, membre émérite de l'institut de Droit international ;*
- *Willem Aldershoff, conseiller de l'Union européenne pour la politique Israël/Palestine*

Document à lire sur
<http://www.eccpalestine.org/israels-obligations-as-an-occupying-power-under-international-law-its-violations-and-implications-for-eu-policy/>

Résumé analytique

Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP) – 29 janvier 2014

Bien des gens ne semblent pas conscients que, en tant que puissance occupante, Israël est astreint, en vertu du droit humanitaire international, à d'importantes obligations envers la population palestinienne. Ces obligations reflètent le fait que le droit international considère une occupation comme étant, par essence, un phénomène temporaire, et que de ce fait, la puissance occupante ne peut provoquer de changements irréversibles à la structure physique et juridique du pays occupé, tandis qu'elle a le devoir de protéger la population civile contre des privations excessives.

Le document commence en rappelant pourquoi ce qui est généralement dénommé Territoire palestinien occupé (TPO) est bien en effet un « territoire occupé » au sens du droit international, et pourquoi, par conséquent, les instruments internationaux définissant les obligations d'une puissance occupante engagent Israël dans ses relations avec les Palestiniens.

Par la suite, ces obligations seront analysées, basées exclusivement sur les instruments internationaux dont Israël est partie prenante (1), ou qui sont acceptés par lui dans le cadre du droit international coutumier (2). Il sera ensuite expliqué en quoi la politique et la conduite d'Israël contreviennent à ces obligations. Il sera démontré que :

- le simple fait qu'Israël continue d'occuper le TPO après

plus de 47 ans est en lui-même une violation du droit international ;

- Israël ignore délibérément ses obligations fondamentales en tant que puissance occupante lui imposant d'utiliser ses forces au profit de la région occupée comme requis par l'article 43 du Règlement de La Haye (<http://www.icrc.org/applic/ihl/dih.nsf/INTRO/195>) ;
- Israël a apporté des modifications à la législation existante dans le TPO en violation du droit international ;
- la politique de colonisation de peuplement d'Israël a été, à raison, condamnée par les plus hautes autorités politiques et juridiques des Nations-Unies comme contraire à l'article 49-6 de la Quatrième Convention de Genève (<http://www.icrc.org/dih/INTRO/380>) ;
- la construction d'une barrière de séparation (« le Mur ») sur le territoire palestinien entrave l'exercice du droit à l'autodétermination de la population palestinienne et contrevient à plusieurs autres dispositions du droit international ;
- la destruction de biens meubles et immeubles de Palestiniens est prohibée par l'article 53 de la Quatrième Convention de Genève et plusieurs autres dispositions du droit international ;
- la confiscation de biens privés appartenant à des Palestiniens est prohibée par l'article 46-2 du Règlement de La Haye ;
- l'exploitation et la destruction de ressources naturelles palestiniennes violent l'article 55 du Règlement de La Haye ainsi que le principe de souveraineté permanente des peuples et nations sur leurs ressources naturelles (<http://www.ihedn.fr/userfiles/file/apropos/S AKAI%20%28L%29%20Le%20PRINCIPE%20DE%20LA%20SOUVERAINETE%20PERMANENTE%20SUR%20LES%20RESSOURCES%20NATURELLES%20%20exclusivit%C3%83%C2%A9.pdf>) ;
- en tolérant la violence des colons, Israël n'est pas

- fidèle à son obligation stipulée à l'article 43 du Règlement de La Haye d'assurer l'ordre et la sécurité publics dans le TPO ;
- l'appropriation de biens culturels palestiniens enfreint l'article 5-1 de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé du 14 mai 1954 (http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=13637&URL_D0=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html) ;
 - le régime de détention administrative appliqué par Israël aux détenus palestiniens n'est pas conforme aux dispositions pertinentes de la Quatrième Convention de Genève et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 (https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-4&chapter=4&lang=fr) ;
 - en détenant des Palestiniens à l'extérieur du territoire palestinien, Israël viole l'article 76 de la Quatrième Convention de Genève ;
 - en utilisant son contrôle des points de passage entre lui-même et la bande de Gaza pour imposer une fermeture quasi totale, Israël impose à la population de Gaza une punition collective, laquelle est prohibée par l'article 50 du Règlement de La Haye et l'article 33-2 de la Quatrième Convention de Genève, en plus qu'il agit d'une manière arbitraire qui n'est pas justifiée par des considérations authentiques de sécurité ;
 - par son inexécution prolongée des nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies, Israël refuse de respecter son obligation stipulée à l'article 25 de la Charte des Nations-Unies « d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseils de sécurité conformément à la Charte » (<https://www.un.org/fr/documents/charter/>).

Les violations ci-dessus doivent être démontrées pour constituer « des transgressions de normes impératives du droit international ». En conséquence, c'est non seulement Israël

mais aussi les autres membres de la communauté internationale – dont l'Union européenne – qui sont astreints à une obligation à trois volets :

- de coopérer en faisant cesser ces transgressions graves ;
- de s'abstenir de reconnaître comme licite la situation créée par ces transgressions ;
- de s'abstenir de prêter aide ou assistance et maintenir la situation ainsi créée.

Le document explique ensuite ce qui doit être fait par l'Union européenne pour se conformer à cette obligation. Il deviendra clair que l'approche purement rhétorique qu'elle a suivie jusqu'à récemment a été incapable de produire le moindre changement dans l'attitude d'Israël et qu'elle est par conséquent insuffisante. Plus récemment, certaines mesures limitées, mais toujours insuffisantes ont été prises, telles que :

- le refus d'un traitement tarifaire préférentiel pour les marchandises venant des colonies ;
- le refus d'accorder une aide financière dans le cadre des programmes de l'UE aux entités israéliennes établies ou actives dans les colonies (les « Lignes directrices des subventions ») ;
- le refus d'accepter des estampilles certifiant un produit comme biologique venant des colonies.

Les mesures qui précèdent ont besoin d'être consolidées sans délai par des dispositions supplémentaires. Certaines sont déjà en préparation :

- l'imposition aux détaillants de l'UE d'une obligation à étiqueter les produits des colonies d'une manière claire et visible de façon à permettre aux consommateurs de les distinguer des produits fabriqués en Israël même, comme exigé par la législation de l'UE ;

- une annonce publique pour informer les citoyens de l'UE et le monde des affaires des risques de leur implication dans les activités financières et économiques dans les colonies.

La publication de ces mesures ne constitue pas une sanction infligée à Israël, mais elle s'impose dans le cadre de la législation en vigueur relative à l'information du public ; il n'y a aucune raison pour la faire dépendre de l'issue des négociations en cours entre Israël et la Palestine.

Sont également indispensables :

- une interdiction d'importer (et pas seulement une obligation d'étiqueter) des produits des colonies ;
- une extension de ce que couvrent les lignes directrices de subventions afin de toucher toutes les entités, y compris celles de l'UE, où l'octroi d'une aide financière impliquerait une reconnaissance de la légalité de l'occupation du TPO ou constituerait une aide ou une assistance au maintien de cette occupation ;
- une prohibition des transactions financières qui soutiennent les activités de colonisation ;
- une exclusion des marchés publics des produits et entreprises des colonies ;
- le retrait de l'octroi de visas aux colons connus comme violents.

Au cours des dernières semaines, l'UE a montré qu'elle était prête à jouer un rôle plus actif pour amener Israël à accepter un règlement définitif et à mettre fin à l'occupation de la Palestine et aux violations qui en découlent du droit international. Le 16 décembre 2013, le Conseil des Affaires étrangères a proposé « un ensemble sans précédent de soutiens européens politiques, économiques et sécuritaires aux deux parties dans le cadre d'un accord sur le statut final » et il

a mis en garde « contre les actions qui mineraient les négociations », telles que « l'expansion des colonies, (...) l'incitation, les actes de violences dans le territoire occupé, les démolitions de maisons, et la détérioration de la situation humanitaire dans Gaza », de même que contre « les actions qui mineraient le *statu quo* des lieux saints, notamment à Jérusalem ».

Même s'il faut bien les accueillir, ces mesures ne réduisent pas la nécessité pour l'UE d'adopter sans plus tarder les mesures qu'elle envisage actuellement, de même que les mesures supplémentaires recommandées ci-dessus. Toutes peuvent être prises sans que ne soit mise en danger la sécurité d'Israël ; il n'est pas nécessaire d'attendre l'issue des négociations pour les publier.

Notes :

1 – Ceci inclut la Quatrième Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, signée à Genève le 12 août 1949 (<http://www.icrc.org/dih/INTR0/380>) (Quatrième Convention de Genève) ; le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* du 19 décembre 1966 ; et la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé du 14 mai 1954.

2 – Ceci inclut les règlements relatifs aux lois et aux coutumes de la guerre sur terre (<http://www.icrc.org/dih.nsf/48f761e1a61e194b4125673c0045870f/73bf1431f064aec0c1256417004a0be0>), annexés à la Quatrième Convention relative aux lois de la guerre sur terre, signée à La Haye le 18 octobre 1907 (« Règlements de La Haye »).

Diffusé par ECCP, le 229 janvier 2014 : eccp.brussels@gmail.com

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Résumé des succès du BDS en 2013

Par le BNC, comité national palestinien du BDS

10 janvier 2014

<http://www.bdsmovement.net/2014/2013-round-up-11579>

Janvier

[Veolia se retire des enchères pour un contrat sur l'eau en Californie après les protestations contre ses violations des droits des Palestiniens](#)

Le retrait de Veolia des enchères sur le contrat de 325 millions de dollars a fait suite aux efforts des citoyens du comté Yolo d'empêcher l'attribution du contrat à cause de l'implication de la compagnie dans l'infrastructure illégale des colonies israéliennes.

[Cinq grands syndicats de Galice en Espagne adoptent le BDS](#)

Cinq syndicats importants de la région de Galice dans l'État espagnol ont annoncé leur soutien au BDS.

[L'association des étudiants de Concordia soutient la campagne BDS contre l'apartheid israélien](#)

L'assemblée générale des étudiants de l'université Concordia de Montréal a voté sa participation au mouvement BDS à une grande majorité.

[Une compagnie agricole sud-africaine coupe ses liens avec l'exportateur israélien Hadiklaim](#)

Karsten Farms a aussi entrepris de n'établir aucune relation future avec aucune entité israélienne complice de l'occupation israélienne illégale de la Palestine.

[Les magasins Sud-africains de jouets Reggies stoppent leur soutien au KKL-FNJ](#)

Le KKL-FNJ est un organisme para étatique israélien directement impliqué dans les violations des droits humains contre le peuple palestinien. Auparavant Reggies soutenait, était partenaire et contribuait financièrement au FNJ

Israélien.

[Hyundai cesse ses relations avec une compagnie participant à la démolition de maisons](#)

La compagnie coréenne Hyundai avait fourni des pelleteuses à la société israélienne AEG, utilisées par les autorités israéliennes pour détruire les maisons palestiniennes.

[Le guitariste Stanley Jordan annule sa performance à l'Israeli Jazz Festival](#)

Guitariste créatif et acclamé, Jordan avait été annoncé parmi les têtes d'affiche du festival.

[Le groupe de Trash Metal Kreator annule son concert en Israël](#)

Kreator, qui ont joué en Israël en 2006, ont annulé leur concert puis choisi de ne pas le reprogrammer.

Février



[Des manifestations à Gaza et dans 40 villes européennes appellent à cesser le commerce avec les entreprises agricoles israéliennes](#)

Les organisations agricoles palestiniennes ont lancé un [appel à l'action de la société civile contre les compagnies israéliennes d'exportation agricole](#) comme Mehadrin et Arava, en raison de leur rôle dans la colonisation de la Palestine et dans la destruction de l'agriculture palestinienne par Israël. L'appel et le document accompagnateur Farming Injustice (traduction : [Cultures d'injustice](#)) ont été lancées dans le cadre d'une journée d'action où des manifestations ont eu lieu à Gaza et dans 40 villes européennes.

[Une commission d'enquête de l'ONU sur les colonies israéliennes appelle à des sanctions](#)

Le rapport d'une commission d'enquête de l'ONU sur les colonies israéliennes illégales a appelé les Etats à accorder à Israël le traitement réservé aux Etats responsables de violations sérieuses similaires – c'est-à-dire une interdiction du commerce avec les colonies, et des boycotts et sanctions contre l'État d'Israël et ses institutions.

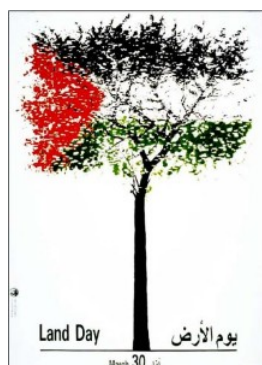
[L'association des étudiants de l'université de Dundee vote pour la rupture des liens avec G4S](#)

Les étudiants de l'association des étudiants de l'université de Dundee (DUSA) en Écosse ont voté à une grande majorité lors de leur assemblée générale annuelle la rupture des liens avec la société de sécurité anglo-danoise G4S pour son rôle dans le système carcéral et dans l'occupation israélienne.

[Shuggie Otis annule son concert en Israël](#)

Le chanteur compositeur légendaire Shuggie Otis a tranquillement annulé un concert en Israël

Mars



[Des manifestations en Palestine et des actions internationales BDS marquent la Journée de la terre palestinienne](#)

Les supporters internationaux de la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité ont marqué la Journée de la terre par des actions et initiatives pour approfondir les campagnes de boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël.

[Un syndicat étudiant australien quitte un concours de SodaStream](#)

Le syndicat des étudiants de l'université La Trobe applique le soutien au BDS en annulant un concours dans lequel une machine SodaStream était annoncée comme prix. SodaStream est une

compagnie israélienne dont les machines à boisson sont fabriquées dans une colonie israélienne illégale.

[Les étudiants californiens votent le soutien au BDS](#)

Les conseils étudiants des collèges de l'Université de Californie à San Diego, Irvine, Riverside et Berkeley ont voté le soutien.

[Le conseil du Clackmannanshire devient le troisième gouvernement local écossais à soutenir le boycott d'Israël](#)

« Tout comme les sanctions individuelles contre l'apartheid en Afrique du Sud ont conduit finalement à sa chute, les sanctions individuelles et collectives contre l'État d'Israël mettront fin à l'apartheid et à la souffrance en Palestine », a exprimé la motion du gouvernement local. Les conseils de West Dunbartonshire et de Stirling soutiennent aussi le boycott.

[La fédération des étudiants de York soutient la campagne BDS](#)

Le bureau de la fédération des étudiants de York au Canada vote le soutien au BDS par 18 voix contre 2 et appelle l'université de York à retirer ses investissements des sociétés qui vendent des armes et de l'équipement militaire à Israël.

[Le droit des syndicats universitaires britanniques à boycotter Israël est confirmé par un conseil des prud'hommes](#)

Les organisations pro-israéliennes ont complètement échoué dans leurs tentatives soutenues par le gouvernement israélien de faire juger discriminatoire par le conseil des prud'hommes la position pour le boycott du Syndicat des universités et collèges.

[L'église mennonite des USA désinvestit des violations israéliennes des droits humains](#)

Le conseil des directeurs du comité central mennonite a décidé à l'unanimité que le MCC US n'investira pas consciemment dans des compagnies qui bénéficient des produits ou des services utilisés pour perpétrer des actes de violence contre les Palestiniens.

Avril



[Action mondiale contre G4S pendant le jour des prisonniers](#)

G4S fournit des équipements de sécurité aux prisons israéliennes, aux check-point et aux colonies. Des actions contre G4S ont été organisées dans 11 pays pour coïncider avec le jour des prisonniers politiques palestiniens. Les protestations se sont tenues devant les bureaux de G4S ; le Scottish Trade Union Congress et des associations du Moyen-Orient ont publié des déclarations soutenant la campagne contre G4S.

[Le syndicat des étudiants de l'université de Toronto Scarborough \(SCSU\) devient le neuvième syndicat d'étudiants canadiens à rejoindre le mouvement BDS](#)

[Les étudiants belges appellent au boycott universitaire](#)

Une fédération représentant 100 000 étudiants belges de l'éducation supérieure a appelé à un gel de tous les partenariats universitaires avec les institutions universitaires israéliennes.

[L'association d'études des Américains d'origine asiatique approuve à l'unanimité une résolution de boycott](#)

L'assemblée générale de l'association d'études des Américains d'origine asiatique (AAAS) des USA a voté à l'unanimité pour une résolution soutenant le boycott des institutions universitaires israéliennes.

[Les étudiants du Sussex appellent l'université à résilier les contrats avec Veolia](#)

Des milliers d'étudiants de l'université du Sussex en Grande-Bretagne ont voté une résolution pressant le syndicat étudiant

à soutenir une campagne pour que l'université résilie son contrat avec Veolia à en raison du rôle de la multinationale française dans la gestion de l'infrastructure des colonies israéliennes illégales.

[Le syndicat des enseignants d'Irlande soutien le boycott universitaire](#)

La motion du congrès annuel du syndicat des enseignants d'Irlande, qui qualifie Israël d' « État d'apartheid », appelle « tous les membres à cesser toute collaboration culturelle et universitaire avec Israël, y compris l'échange de scientifiques, d'étudiants et de personnalités universitaires, ainsi que toute coopération dans les programmes de recherche ». La motion a été adoptée à l'unanimité.

[Les étudiants de Sydney soutiennent le boycott universitaire](#)

« Israël n'écoute ni les mots ni les motions et continue de violer les droits humains et d'agir en violation du droit international. Comme en Afrique du Sud, un changement n'aura lieu que par des actions pacifiques de campagnes telles que le BDS », explique la déclaration approuvée par le Conseil représentatif des étudiants de l'université de Sydney.

[L'association d'études des Américains d'origine asiatique s'associe au boycott universitaire](#)

L'association d'études des Américains d'origine asiatique vote de soutien au boycott universitaire des institutions académiques israéliennes, devenant la première organisation universitaire des USA à le faire.

Mai



[Stephen Hawking s'associe au boycott universitaire d'Israël](#)

Le physicien de renommée mondiale Stephen Hawking s'est retiré

d'une conférence en l'honneur du président israélien Shimon Peres. Une déclaration publiée par le comité britannique pour les universités de Palestine avec l'approbation de Hawking décrit cette décision comme « sa décision indépendante de respecter le boycott, basée sur sa connaissance de la Palestine, et sur l'avis unanime de ses propres contacts universitaires là-bas ».

[La commission chargée des associations de bienfaisance ouvre une enquête sur la légalité de la discrimination raciale du KKL-JNF](#)

La décision d'ouvrir une enquête fait suite à une demande de la campagne Stop the JNF à la commission chargée des associations de bienfaisance pour retirer le Fonds National Juif du registre britannique des associations de bienfaisance.

[L'université de Sheffield vire Veolia](#)

L'Université de Sheffield a décidé de ne pas renouveler son contrat de collection des ordures avec la corporation multinationale Veolia, à la suite d'une campagne débutée par la Palestine Society du campus et soutenue par le syndicat étudiant. La décision couronne une année d'activité intense et réussie des militants étudiants britanniques.

[La United Church of Canada débute une campagne de boycott des colonies](#)

Cette campagne a été intitulée Unsettling Goods: Choose Peace in Palestine and Israel.

Juin

[Un diplomate sud-africain rejette les honneurs du KKL-FNJ](#)

Un ancien ambassadeur sud-africain en Israël dit qu'il va retourner un certificat l'informant que 18 arbres ont été plantés en son honneur dans une forêt israélienne par le Fonds National Juif (FNJ) et le ministère israélien des affaires étrangères.

[Plus de 150 organisations de solidarité sont solidaires des militants français confrontés à des actions judiciaires](#)

Les militants français sont confrontés à des accusations criminelles pour leur activité de solidarité BDS depuis 2009.

[La réalisatrice Mira Nair soutient le boycott culturel](#)

La réalisatrice de Bombay ! et de Monsoon Wedding refusé une invitation à porter en Israël son dernier film 'L'intégriste malgré lui', citant l'appel palestinien au boycott culturel dans une série de Tweets.

Juillet



[Les géants du rock US The Killers se retirent d'un concert en Israël](#)

The Killers avaient déjà reçu la moitié de leurs honoraires pour le concert quand ils ont annoncé qu'ils annulaient la performance à la suite de lettres et d'appel des militants.

[L'UE exclut les entités coloniales de la réception de prêts et de financements](#)

Après des années de lobbying par la société civile sur cette question, l'UE a publié une directive empêchant les ministères, entités publiques et entreprises israéliennes opérant dans les territoires palestiniens occupés de recevoir des prêts, valant plusieurs centaines de millions d'euros par an, par la Banque d'Investissement Européenne. La directive stoppe aussi l'attribution de subventions aux ministères, entités publiques et entreprises privées israéliennes pour des activités prenant place dans les territoires occupés, même si leur siège est dans les frontières d'Israël d'avant 1967.

[Les mouvements sociaux latino-américains appellent à la fin de l'accord de libre-échange avec Israël](#)

La société civile des cinq pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Venezuela, Uruguay et Paraguay) ont adopté à nouveau au XVe sommet social un appel clair pour la fin de l'accord de libre-échange entre le Mercosur et Israël.

[Une nouvelle frise chronologique interactive du mouvement BDS expose les succès](#)

La frise chronologique, sur le site BDS movement.net, a été lancée pour commémorer le huitième anniversaire de l'appel BDS

[Le fonds de pension géant étasunien TIAA-CREF désinvestit de SodaStream](#)

« Quelle que soit la raison pour laquelle TIAA-CREF a laissé tomber SodaStream, nous y voyons une décision scrupuleuse », dit Sidney Levy de la campagne We Divest, qui mène campagne pour que TIAA-CREF désinvestisse des compagnies qui participent aux violations israéliennes du droit international.

[Des distributeurs néerlandais boycottent les colonies](#)

Les médias ont rapporté de Hollande que deux grandes chaînes de distribution du pays ont cessé de vendre des marchandises produites dans les colonies israéliennes.

Aout



[Une grande banque scandinave désinvestit de Cemex à cause de l'extraction des ressources naturelles palestiniennes](#)

Nordea a exclu la compagnie à la suite de l'engagement militant de l'organisation Aide du peuple norvégien (NPA) et du Syndicat norvégien des employés municipaux et généraux (NUMGE).

[Des musiciens de jazz boycottent le festival de la mer Rouge](#)

Les artistes de jazz étasuniens Chris Daddy Dave et Matt Schofield avec son groupe, le Matt Schofield Trio, ont annulé leurs performances dans le festival israélien de musique.

Septembre



DUMP

VEOLIA

[Sous la pression du boycott, Veolia abandonne le réseau de bus des colonies](#)

Veolia a révélé qu'il cessera d'exploiter les lignes de bus pour colons en Cisjordanie occupée car la compagnie continue

de perdre des contrats en Europe et aux USA à cause de son soutien à l'apartheid israélien. Veolia continue d'exploiter le projet illégal de tramway à Jérusalem.

[Une firme hollandaise se retire d'une usine traitement d'eaux usées pour les colons de Jérusalem Est](#)

Royal HaskoningDHV a annoncé qu'il se retirait d'un projet d'usine de traitement d'eaux usées à Jérusalem Est occupé à la suite de pressions du gouvernement hollandais.

[Les Quakers de trois états des USA appellent au boycott et au désinvestissement](#)

Le Lac Erie Yearly Meeting, une organisation Quaker régionale regroupant Ohio, Michigan et Pennsylvanie Ouest, est devenu le premier Yearly Meeting Quaker étasunien à adopter officiellement le boycott et le désinvestissement visant les sociétés complices de l'occupation israélienne.

Octobre



[Un syndicat norvégien termine son contrat avec G4S, un « acte de solidarité » avec les Palestiniens](#)

Industri Energi, un syndicat pour les travailleurs des secteurs de l'énergie et de l'industrie lourde, a saqué G4S comme agence de sécurité de ses bureaux à cause du rôle de la compagnie dans les prisons israéliennes, les check-points et les colonies. La même semaine, l'association des enseignants de Londres Est a passé une résolution condamnant le rôle de

G4S dans la détention des enfants palestiniens.

Les contrats liés aux colonies des territoires occupés pourraient être « criminels », avertit un expert de l'ONU Richard Falk a dit que son bureau à essayé d'informer les sociétés, parmi lesquelles le groupe bancaire européen Dexia et la société immobilière étasunienne Re/Max que la poursuite de leurs pratiques dans les territoires pourrait être « problématique ».

[Les boycotts forcent à l'annulation d'un festival de rock en Israël](#)

Circus Maximus (Norvège), Haken (UK), et Bumblefoot (USA) étaient supposés jouer en Israël au festival de rock Progstage. Après leurs annulations qui ont suivi les discussions avec les militants BDS, le festival entier a été annulé.

Novembre



[Un grand fonds de pension des USA désinvestit son fonds éthique de Veolia](#)

Le fonds de pension géant étasunien TIAA-CREF a retiré Veolia Environnement du portefeuille de son Fonds de Choix Sociaux à la suite de la pression de la coalition We Divest.

[St Louis jette le profiteur de l'occupation Veolia](#)

L'opposition rencontrée par Veolia pour son rôle dans les colonies illégales israéliennes l'a conduit à se retirer de la ville. Veolia aurait dit que Saint-Louis « ne vaut pas le coup. Ça ne vaut pas les torts faits aux affaires [de Veolia]).

[Une organisation de droits humains sud-africaine termine son contrat avec G4S](#)

Le Trauma Centre du Cap a publié une déclaration s'opposant au rôle de G4S dans les prisons israéliennes où les Palestiniens sont détenus sans procès et torturés.

[Le parti de gauche adhère à la campagne BDS](#)

Le grand parti de gauche français, dont le leader Jean-Luc Mélenchon a gagné 11 % des voix aux élections présidentielles de 2012, s'est aussi engagé à soutenir les campagnes de BDS France.

[La deuxième université norvégienne écarte G4S pour son soutien à l'apartheid israélien](#)

L'université norvégienne de Bergen a choisi d'écarter G4S comme agent de sécurité à cause de son rôle dans le système carcéral israélien et dans les colonies illégales israéliennes.

[La campagne de boycott coûte de contrats universitaires à G4S](#)

Deux grandes universités britanniques ont choisi de ne pas accorder à G4S le contrôle de la sécurité des campus à la suite de campagnes des étudiants critiquant la compagnie

Décembre

[La compagnie des eaux hollandaises Vitens boycotte la société des eaux de l'État israélien](#)

Vitens, le premier fournisseur d'eau potable en Hollande, a mis fin à son accord de coopération avec la compagnie nationale des eaux d'Israël Mekorot à cause de son rôle dans le vol des eaux palestiniennes. Dans le même temps, le gouvernement hollandais prend des mesures pour empêcher qu'un forum d'affaires Israël-Hollande soit utilisé pour développer des liens avec les compagnies qui opèrent dans les colonies israéliennes illégales.

[Le gouvernement britannique avertit les milieux d'affaires sur l'entreprise illégale israélienne de colonisation](#)

Le gouvernement britannique a publié des conseils avertissant les milieux d'affaires sur les problèmes et les risques associés à la conduite d'affaires avec les colonies israéliennes illégales.

[La Roumanie stoppe l'envoi de travailleurs du bâtiment en](#)

[Israël en raison des colonies](#)

Le gouvernement roumain a annoncé qu'il stoppera l'envoi de travailleurs du bâtiment en Israël si le gouvernement israélien ne s'engage pas à ce qu'ils ne travaillent pas en Cisjordanie.

[Des détaillants de Rome boycottent SodaStream](#)

La compagnie israélienne Sodastream est visée par une campagne internationale de boycott qui a comporté récemment 50 actions dans six pays.

[Les campagnes de boycott prennent leur essor en Amérique latine](#)

Les mouvements sociaux brésiliens mènent campagne contre l'accord de libre-échange entre le Mercosur et Israël, les groupes colombiens lancent une pétition Veolia et les militants mexicains protestent contre des événements de propagande israélienne.

[Un syndicat hollandais élimine G4S pour son aide aux violations israéliennes des droits humains](#)

AbvaKabo, un syndicat hollandais de 350 000 membres, a cessé ses relations avec G4S, une société de sécurité privée qui a équipé les prisons israéliennes en Cisjordanie occupée.

Traduction: JPB pour BDS France

L'Allemagne exclut les colonies de ses subventions dans le domaine de la haute

technologie

Le gouvernement allemand est en train de conditionner la poursuite de ses subventions aux sociétés israéliennes de la haute technologie, ainsi que le renouvellement d'un accord de coopération scientifique, à l'inclusion d'une clause territoriale. Celle-ci précise que les entités israéliennes situées dans des colonies de Cisjordanie ou dans Jérusalem-Est ne seront pas éligibles aux subventions. Israël s'inquiète que le mouvement déclenché par les Allemands n'entraîne d'autres membres de l'Union européenne à sa suite.

La décision allemande représente une avancée significative dans les mesures prises par l'Europe à l'encontre des colonies. Alors que l'accord de coopération scientifique « Horizon 2020 », signé entre Israël et l'Union européenne il y a quelques semaines n'excluait de ses subventions que les travaux de recherche académiques menés dans les colonies, Berlin a étendu cette règle aux compagnies privées situées de l'autre côté de la ligne verte. Il semble bien que le mouvement de boycott des institutions de Bruxelles contre les colonies s'est maintenant étendu à des membres individuels de l'UE.

Un officiel du ministère des Affaires étrangères israéliennes a déclaré qu'étant donné la « relation particulière » avec l'Allemagne et le fait que celle-ci est considérée comme le meilleur ami d'Israël en Europe, toute soumission aux conditions allemandes risque d'établir un précédent pour toute l'Europe. « L'Allemagne va instituer un exemple pour toute l'Europe » et « nous voulons aussi éviter une situation où chaque décision de la Commission européenne soit adoptée par chacun de ses 28 Etats-membres », ajouta-t-il en faisant allusion à l'insistance de la commission sur une clause territoriale dans l'accord Horizon 2020. Depuis que celui-ci a été signé voici deux mois, l'Allemagne est le premier pays à

imposer ce type de disposition dans ses accords bilatéraux avec Israël.

Sous la contrainte de l'anonymat, des officiels de haut niveau du gouvernement israéliens ont déclaré que Jérusalem négocie actuellement deux accords avec Berlin qui permettraient de faire passer des fonds du ministère allemand fédéral de l'Éducation et de la Recherche vers des institutions académiques et des sociétés de haute technologie israéliennes. Le premier, promouvant la coopération entre scientifiques allemands et israéliens, avait été signé dans les années 1970 et régulièrement reconduit depuis. Il met à disposition un fonds de 12 millions de shekels (environ 2,5 millions d'euros) de subventions pour des projets de recherche menés conjointement par des universités allemandes et israéliennes. Toutefois un changement majeur s'est produit au cours du dernier renouvellement de l'accord: Israël a réévalué une institution d'Ariel, une colonie de Cisjordanie¹, du statut de collège à celui d'université. Les officiels allemands ont alors informé leurs collègues israéliens il y a plusieurs mois des pressions exercées par leurs universités sur le ministère fédéral afin qu'il ne coopère pas avec des institutions situées en Cisjordanie; en conséquence, le ministère a décidé qu'au prochain renouvellement de l'accord il imposerait une nouvelle clause interdisant le versement de tout fonds destiné aux institutions académiques des colonies. Les officiels allemands ont ainsi clairement annoncé à leurs correspondants israéliens que les chercheurs de l'Université d'Ariel ne pourront pas demander de subvention.

La clause territoriale que Berlin veut inclure existe déjà dans un autre accord bilatéral: le traité de 1986 établissant la Fondation germano-israélienne pour la recherche et le développement scientifiques. Elle dit: « les projets patronnés par la Fondation en Israël ne peuvent être conduits que dans les limites géographiques situées sous la juridiction de l'État d'Israël avant le 5 juin 1967 ».

Les Allemands veulent aussi introduire cette clause dans un

deuxième accord bilatéral qui implique des budgets bien plus importants. Celui-ci, signé entre le ministère fédéral et celui, israélien, de l'Economie, prévoit des aides allemandes pour les recherches et développements appliqués et industriels – en clair des subventions pour des « startups » et des sociétés privées de la haute technologie. En fait, le renouvellement de cet accord n'est pas prévu dans le futur immédiat mais les Allemands imposent néanmoins l'inclusion de la clause territoriale pour les nouveaux appels à candidature, éliminant ainsi toute entreprise ayant des liens avec les colonies de Cisjordanie ou de Jérusalem-Est. La semaine dernière des représentants allemands ont rencontré leurs homologues du ministère de l'Economie israélien à ce sujet. Jusqu'à présent, Israël a toujours refusé d'ajouter la clause de 1986 à aucun de ces deux accords. Les allemands ont alors proposé une alternative: utiliser la formule contenue dans Horizon 2020 interdisant les subventions aux activités situées dans les Territoires occupés et en acceptant les mêmes réserves ajoutées par les Israéliens à cet accord, à savoir que celui-ci ne prédétermine pas le statut final des frontières, celles-ci dépendant du résultat des négociations israélo-palestiniennes en cours. Mais Israël a aussi rejeté cette alternative, craignant d'établir un précédent qui pourrait rapidement être adopté pour d'autres accords bilatéraux avec les 27 autres membres de l'UE ou même d'autres pays.

□1 Article de Barak Ravid paru dans Haaretz le 23 janvier 2014 sous le titre « Germany conditions high-tech, science grants on settlement funding ban ». Traduction Michel (UJFP)

□2 Ariel est une des colonies israéliennes les plus importantes de Cisjordanie: environ 18 000 habitants qui occupent près de 15 km², elle possède 2 zones industrielles avec une trentaine d'usines, une université importante (12 000 étudiants), 2 centres commerciaux et un théâtre qui est l'objet d'un boycott important. Ariel est située à 15 km au SE de Naplouse.

Ze'ev Elkin, le ministre délégué aux Affaires étrangères a donné l'ordre à son équipe de commencer d'intenses négociations avec le gouvernement allemand, d'abord sur l'accord de coopération scientifique, puis sur celui concernant la haute technologie. Le but étant de les achever en quelques semaines, avant la réunion entre les cabinets israéliens et allemands prévue à Jérusalem dans environ un mois. « Notre but est de trouver une solution différente que celle retenue pour Horizon 2020 et d'obtenir une formulation plus atténuée » a déclaré ce même officiel du ministère des Affaires étrangères.

(Texte original)

Germany conditions high-tech, science grants on settlement funding ban

Israel hopes to nix clause that might complicate renewal of scientific cooperation agreement.

By Barak Ravid | [Haaretz](#) | 23 janvier 2014 |

The German government is conditioning continued grants to Israeli high-tech companies, as well as the renewal of a scientific cooperation agreement, on the inclusion of a territorial clause stating that Israeli entities located in West Bank settlements or East Jerusalem will not be eligible for funding. Israel fears the German move will lead other European Union member states to follow suit.

The German decision represents a significant escalation in European measures against the settlements. While the Horizon 2020 scientific cooperation agreement, which Israel signed with the European Union a few weeks ago, prohibited EU funding for academic research conducted in the settlements, Berlin has now extended the funding ban to private companies located over the Green Line. Moreover, the boycott against the settlements has now spread from EU institutions in Brussels to individual EU members.

A senior Foreign Ministry official said that given the "special relationship" between Israel and Germany and the fact that Germany is considered Israel's best friend in Europe, any Israeli consent to Germany's demands is liable to set a precedent for all of Europe. "Germany will set an example for the rest of the world," he said.

"We also want to prevent a situation in which every decision made by the European Commission in Brussels is automatically adopted by all 28 member states," he added, referring to the commission's insistence on a territorial clause in Horizon 2020. Since the Horizon agreement was signed two months ago, Germany is the first country to demand a similar clause in its

bilateral agreements with Israel.

Senior Israeli government officials, who asked to remain anonymous, said Jerusalem is currently negotiating with Berlin over two agreements that would funnel money from Germany's Federal Ministry of Education and Research to Israeli academic institutions and high-tech companies.

The first agreement, which promotes cooperation between German and Israeli scientists, was signed in the 1970s and has been periodically renewed ever since. Under this agreement, Germany awards 12 million shekels (\$3.4 million) in grants to joint projects conducted by researchers at German and Israeli universities.

However, something major has changed since the agreement was last renewed : Israel upgraded an institution located in the West Bank settlement of Ariel from a college to a university. Senior German officials informed their Israeli colleagues several months ago that German universities had been pressuring the federal ministry not to cooperate with Israeli research institutions in the West Bank.

Due to this pressure, the ministry decided that when the agreement came up for renewal, it would demand a new clause forbidding any money to be given to academic institutions in the settlements. In other words, researchers from Ariel University won't be able to apply for grants, and this must be made clear to them, the German officials told their Israeli counterparts.

The clause Berlin wants to add to the agreement already exists in another bilateral agreement – the 1986 pact that established the German-Israeli Foundation for Scientific Research and Development. That clause says : "Projects sponsored by the Foundation in Israel shall be conducted only within the geographic areas under the jurisdiction of the State of Israel prior to June 5, 1967."

The Germans also want to include this clause in another bilateral agreement that involves much more substantial sums of money. This agreement, between the German federal ministry and Israel's Economy Ministry, provides German funding for industrial and applied research and development – in other words, funding for private Israeli high-tech firms and start-ups.

This agreement in fact isn't up for renewal anytime soon, but the Germans are nevertheless demanding the immediate inclusion of a territorial clause in the calls for applications that would forbid grants to companies with any connection to West Bank settlements or East Jerusalem. Last week, representatives from the German ministry met with Economy Ministry officials to discuss the issue.

Thus far, Israel has refused to add the 1986 clause to either agreement. As an alternative, the Germans proposed using the wording included in Horizon 2020 to prohibit funding for activities in the territories. They also agreed that the revised pact could include the same Israeli reservation that was appended to Horizon 2020 – that the agreement doesn't predetermine the final-status borders, as these are subject to Israeli-Palestinian negotiations. But Israel has so far

rejected this suggestion, too, fearing it would set a precedent for bilateral agreements that would quickly be adopted by the European Union's other 27 members, and by other countries as well.

Deputy Foreign Minister Zeev Elkin has ordered his ministry's staff to begin intensive negotiations with the German government, first on the scientific cooperation agreement and then on the high-tech agreement. The goal is to complete the negotiations within a few weeks, before the joint meeting of the Israeli and German cabinets that is due to take place in Jerusalem in about a month.

"Our goal is to find a different solution than that of Horizon 2020, and to obtain softened wording," the senior Foreign Ministry official said.

Rapport des Nations-Unies : les entreprises actives dans les colonies facilitent les violations des droits de l'Homme

24 janvier 2013 – Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine

Le rapport des Nations-Unies émane d'une mission d'enquête sur les colonies israéliennes en Cisjordanie, dont Jérusalem-Est.

L'information recueillie par la mission montre que des entreprises privées ont rendu possible et facilité la construction et le développement des colonies, et qu'elles en ont tiré profit, directement et indirectement. Elle a identifié un certain nombre d'activités économiques qui soulèvent des inquiétudes particulières à propos des

violations des droits de l'homme. Ces activités incluent :

- la fourniture d'équipements et matériels facilitant la construction des colonies et du mur d'Israël en Cisjordanie ;
- la fourniture d'équipements de surveillance et d'identification pour les colonies, le mur et les checkpoints militaires ;
- la fourniture d'équipements pour la démolition des maisons et des biens, notamment la destruction des fermes, serres, oliveraies et cultures ;
- la fourniture de services, équipement et matériels de sécurité pour les entreprises opérant dans les colonies ;
- la prestation de transports et autres services pour aider à maintenir les colonies ;
- les opérations bancaires et financières aidant à développer, étendre ou maintenir les colonies et leurs activités, notamment les prêts au logement et pour le développement des entreprises ;
- l'utilisation des ressources naturelles, en particulier de l'eau et de la terre, à des fins économiques ;
- la pollution, le déversement et la dérivation d'eaux usées vers les villages palestiniens ;
- la façon dont les marchés financiers et économiques palestiniens sont placés sous le contrôle d'Israël, de même que les pratiques qui pénalisent les entreprises palestiniennes, notamment à travers les restrictions aux déplacements, et les contraintes administratives et juridiques.

Selon le rapport, les entreprises actives dans les colonies sont totalement conscientes qu'elles violent le droit international et contribuent aux violations des droits de l'homme.

Il indique qu'Israël étiquette tous ses produits à l'export comme venant d'Israël, y compris même ceux qui sont totalement

ou partiellement fabriqués ou cultivés dans les colonies. Certaines entreprises opérant dans les colonies ont été accusées de dissimuler le lieu de fabrication de leurs produits.

La mission note également que certaines entreprises se sont retirées des colonies car celles-ci nuisent à leur image et pourraient entraîner à des conséquences juridiques.

La mission exhorte les entreprises privées à cesser leurs activités dans les colonies et elle appelle tous les États membres à respecter les obligations que leur impose le droit international et à assumer leurs responsabilités dans leur relation avec un État ne respectant pas les dispositions péremptoires du droit international – précisément pour ne pas reconnaître une situation illicite résultant des violations par Israël.

Le rapport note encore que les entreprises privées doivent évaluer l'impact sur les droits de l'homme de leurs activités et prendre toutes les mesures nécessaires – notamment en mettant fin à leurs intérêts commerciaux dans les colonies – pour être sûres qu'elles ne portent pas atteinte aux droits de l'homme du peuple palestinien. La Mission appelle tous les États membres à prendre les mesures appropriées pour veiller à ce que les entreprises domiciliées dans leur territoire et/ou relevant de leur compétence, notamment celles qu'ils possèdent ou contrôlent, et qui mènent des activités dans ou en lien avec les colonies, respectent les droits de l'homme pendant leurs opérations.

Rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies :
<http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session19/FFM/FFMSettlements.pdf>

ECCPalestine :
<http://www.eccpalestine.org/firms-active-in-the-settlements-are-facilitating-abuses-of-human-rights-un-report-says/>

Enquête de l'OCDE sur les contrats de G4S dans les Territoires Occupés



La technologie G4S dans les prisons israéliennes.

Selon nos sources, l'OCDE (L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques), et en l'occurrence son comité au Royaume-Uni, a indiqué qu'il enquêtera sur le travail fourni par la firme aux services de sécurité israéliens.

G4S (1) est accusé d'approvisionner Israël en équipements de surveillance à ses postes de contrôle dans les TPO, alors que la nature précise de ces équipements n'est pas connue.

L'OCDE, qui opère au R.U. sous le parapluie du *Department of Business*, doit investiguer si la fourniture des tels services contrevient à ses directives pour les entreprises multinationales – un ensemble de recommandations approuvées par le gouvernement pour la « conduite responsable des affaires » outremer.

Comme les colonies sont illégales au regard du droit international, on attend que l'OCDE demande à G4S si, en tant que firme d'un pays membre de l'OCDE, elle peut justifier la

fourniture de services qui aident l'occupation.

Si l'Organisation découvre que G4S a agi abusivement, cela créera encore un peu plus de contre-publicité pour cette firme, déjà mise au pilori notamment pour avoir surtaxé les contribuables britanniques par son marquage électronique de prisonniers, et plus encore pour la mauvaise exécution de son contrat de surveillance des Jeux Olympiques et de son gardiennage dans des prisons comme Oakwood [Staffordshire, GB], qui a connu un incident de cinq heures le week-end dernier.

En juillet 2013, l'UE publiait les nouvelles directives destinées à mettre fin activement au financement de firmes et de projets israéliens dans les TPO. Le mois dernier encore, le gouvernement britannique mettait en garde les citoyens du Royaume-Uni contre les risques qu'ils prendraient à faire des affaires avec des colonies juives dans les TPO. Le site web *Trade and Investment* a été mis à jour pour alerter sur l'illégalité des colonies et sur les risques à y opérer.

Le site mettait en garde contre les transactions financières, les investissements, les achats ou les adjudications avec des entreprises locales, et le tourisme. Les citoyens et hommes d'affaires UE devraient « être conscients des implications possibles de leur réputation s'ils sont impliqués dans des activités économiques et financières avec les colonies, ainsi que des abus potentiels contre les droits individuels », ajoutant : « Ceux qui envisagent de s'engager économiquement ou financièrement dans les colonies devraient solliciter des conseils juridiques »

Cette mise à jour a marqué un réajustement sévère de la critique britannique contre les activités d'Israël en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. A la grande fureur d'Israël en juillet dernier, l'Union Européenne a exclu les subventions aux compagnies israéliennes ayant des liens avec les colonies.

L'OCDE en Grande-Bretagne n'a pas souhaité commenter l'enquête prévue mais sa décision d'avancer est vécue comme une victoire par les initiateurs des campagnes comme les ONG *Lawyers for Palestinian Human Rights* et *War on Want*.

Aux termes des directives édictées par le gouvernement britannique l'an dernier, G4S et d'autres firmes devront inclure une section sur leur protection des droits de l'homme.

(1) [Avec 657.000 employés dans 125 pays, G4S est la 3e plus grande entreprise au monde en terme d'employés. C'est également la plus grande société de services en termes de chiffre d'affaires.]

7 janvier 2014 – The Independent – Vous pouvez consulter cet article à : <http://www.independent.co.uk/news/b...>

Traduction : Info-Palestine.eu – AMM

Le « deux poids deux mesures » flagrant du monde en faveur d'Israël

L'American Studies Association a peut-être ciblé Israël avec le boycott, mais si vous regardez les sanctions graves, douloureuses, que le monde inflige à des États oppresseurs, Israël s'en tire bien, il est laissé hors du coup.

A la date de vendredi midi, une recherche Google sur « sanctions – droits de l'homme » vous sortait plus de 40 millions de résultats. Avec des sanctions et autres punitions, pour violation des droits de l'homme, contre la Chine, la Russie, l'Iran, la Syrie, le Zimbabwe, le Soudan, le Yémen, la

Biélorussie, Cuba, la Corée du Nord, et bien d'autres pays. Et ces sanctions n'ont pas été mises en place par quelque groupe universitaire peu important comme l'American Studies Association, elles l'ont été par les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne et/ou le Conseil de sécurité des Nations-Unies. En outre, ces sanctions touchent ces pays autrement plus durement que le boycott par l'ASA des facultés israéliennes est susceptible de toucher Israël.

Et pourtant, à voir la réaction au récent boycott de l'ASA, on pourrait croire qu'il n'y a aucun autre pays au monde à être puni pour ses violations des droits de l'homme. Tout le monde saute sur la citation du président de l'ASA, Curtis Marez, expliquant pourquoi l'organisation a agi contre Israël plutôt que contre d'autres États qui sont de bien pires malfaiteurs : « On doit commencer quelque part, » a-t-il déclaré au New York Times. Mais si l'ASA a pu commencer avec Israël, les puissances dans le monde s'en sont prises à un certain nombre de pays qui violent les droits de l'homme, sans pour autant en arriver à Israël et à ses 46 années de dictature militaire sur les Palestiniens.

Si vous regardez les sanctions graves, douloureuses, que le monde inflige aux États oppresseurs, Israël s'en tire bien, il est laissé hors du coup.

Les défenseurs d'Israël aimeraient-ils voir le monde traiter ce pays comme il traite l'Iran, – en « le mettant à genoux », avec des « sanctions qui le paralysent », sans parler de la clameur qui monte de certains milieux pour que soient bombardées ses installations nucléaires ?

Ou aimeraient-ils qu'Israël soit traité comme la Syrie : avec le gel de ses actifs à l'étranger et le refus de laisser entrer tout Israélien impliqué dans l'occupation ? Voudraient-ils que les USA arment certains groupes qui combattent Israël ? Préféreraient-ils qu'Israël soit à la limite de se faire bombarder par les USA ? Seraient-ils plutôt pour que les

puissances mondiales détruisent les armes chimiques d'Israël,...
ou choisiraient-ils le boycott de l'ASA ?

Ou, si ce n'est pas comme la Syrie, les défenseurs d'Israël préféreraient-ils être traités comme la Chine : avec le veto des États-Unis à ses demandes de prêts internationaux, et les États-Unis et l'UE qui imposent un embargo sur ses armes ? À ce propos, de nombreux pays sont confrontés à des embargos sur les armes par les USA, l'UE et/ou les Nations-Unies, notamment le Congo, l'Érythrée, la Somalie, le Soudan et le Zimbabwe.

Israël, par contre, obtient 3 milliards de dollars en armement, de l'Amérique, tous les ans.

Et que diraient-ils du Zimbabwe, est-ce qu'Alan Dershowitz échangerait le boycott d'Israël par l'ASA contre les sanctions du Zimbabwe, nation africaine non seulement confrontée à un embargo sur les armes, mais aussi à un refus de prêts internationaux ? Son intrépide dirigeant, Robert Mugabe, est devenu radioactif, et toute personne qui traite avec lui s'attend à voir ses actifs gelés et à se voir interdite d'entrée aux États-Unis et dans l'UE.

Même chez les grands, la puissante Russie est pire qu'Israël : les 18 officiels russes qui se sont dits impliqués dans le meurtre en prison de l'avocat dissident Sergei Magnitzki en 2009 ont eu leurs avoirs gelés et se sont vus interdits d'entrer aux États-Unis, et il est demandé constamment à l'UE de faire de même. Combien de Palestiniens ont-ils été tués injustement par les soldats, la police, les agents du Shin Bet et les colons israéliens durant l'occupation ? Les USA et l'UE ont-ils puni l'un d'eux, ou l'un de leurs supérieurs, pour cela ?

Et aujourd'hui, à cause de lois et de déclarations homophobes et d'un climat de dénigrement des homosexuels qu'elles ont encouragé, la Russie fait face à des boycotts bien plus forts que celui imposé par l'ASA. Les bars homosexuels dans le monde boycottent la vodka russe. Et le mouvement pour le boycott des

Jeux olympiques d'hiver du mois prochain à Sotchi est en plein essor. Et là, comble d'ironie, Bibi Netanyahu lui-même vient d'accepter de se joindre aux autres dirigeants mondiaux, à commencer par Obama, pour boycotter les Jeux. Obama, Cameron, Hollande et leurs collègues boycottent-ils un quelconque évènement à cause de l'occupation, alors qu'elle est un crime incomparablement plus grave que les lois et le harcèlement homophobes de la Russie ?

Les puissances occidentales peuvent punir la Russie, elles peuvent punir la Chine, elles peuvent taper sur l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord, le Zimbabwe, le Soudan, etc., mais elles ne toucheront pas à Israël (nonobstant les « lignes directrices » anémiques de l'Union européenne). En effet, le pays le plus puissant du monde non seulement ne punira pas Israël pour son près de demi-siècle de tyrannie contre les Palestiniens, mais il continuera de le fournir en armes tout en le protégeant des Nations-Unies. L'Amérique dorlote Israël, dernier avant-poste du colonialisme dans le monde, comme peu de pays ont pu être choyés par une superpuissance dans l'histoire.

L'occupation n'est pas, par quelque moyen que ce soit, une violation des droits de l'homme à l'échelle de la boucherie d'Assad, ou de celles du Congo, du Soudan, du Zimbabwe, par exemple. Mais c'en est une plus importante que, par exemple, le programme nucléaire de l'Iran, ou le communisme de Cuba, ou le meurtre par la Russie de Sergei Magnitzky et de sa politique homophobe, et pourtant, Israël s'en sort indemne. Le monde ne punit pas ce pays injustement, il ne le punit pas du tout, pendant que l'Amérique le récompense généreusement.

Le boycott de l'ASA, et les autres réussites du mouvement BDS, ne sont pas un exemple d'un deux poids deux mesures contre Israël ; ce sont des actions chevaleresques, d'arrière-garde, contre le « deux poids deux mesures » flagrant du monde en faveur d'Israël. Si ce pays était traité avec une part ne serait-ce que minuscule de la sévérité dont fait preuve

habituellement l'Occident à l'égard des violeurs des droits de l'homme, l'occupation serait finie depuis longtemps.

<http://972mag.com/the-worlds-blattant-double-standard-in-israels-favor/84499/>

traduction : JPP pour BDS FRANCE

The Lab, le film qui dérange.

Ce film n'est pas encore sorti en Europe : il raconte comment le gouvernement d'Israël utilise la guerre contre les palestiniens pour inventer, utiliser et vendre des armes au monde entier. Cela fait froid dans le dos...

Il pose la question de manière très crue : Israël a-t-il intérêt à faire la paix ?

<http://www.gumfilms.com/projects/lab>

Reportage à Lyon avec son réalisateur, Yotam Feldman qui ne laisse pas indifférent.

L'Union européenne sanctionne les colonies israéliennes mais pas l'État qui les a créées

Les colonies sont la conséquence inévitable de la politique

coloniale menée par l'État d'Israël – **Photo : ActiveStills/Keren Manor**

Ces directives considèrent que ces entités ne seront plus admissibles pour les subventions, primes et autres instruments financiers accordés par l'Union européenne à compter de 2014.

De prime abord, cette décision de l'Union européenne semble refléter un changement fondamental, indispensable et positif de la politique européenne et de ses relations avec la Palestine. Cependant, les Palestiniens et mouvements de solidarité ne doivent pas se réjouir de cette décision, qui, si elle semble condamner l'occupation, permet en réalité de légitimer le système colonial israélien et ses « entités » qui sont à l'origine de l'occupation.

Les colonies ne déterminent pas la politique. Elles constituent la conséquence inévitable de la politique fondamentale d'Israël qui est profondément ancrée dans la société israélienne et ses structures gouvernementales, semi-gouvernementales et non-gouvernementales.

L'ensemble des colonies s'appuient sur les lois et le système juridique israéliens. Elles constituent une entreprise d'État stratégique et sont considérées comme l'un des piliers d'Israël. En vertu des lois israéliennes, ces « entités » sont légales et légitimes. Elles sont par conséquent protégées et soutenues à tous les niveaux par l'État et les structures étatiques.

Une « priorité nationale »

Le gouvernement traite les colonies au même titre que d'autres sites existant aujourd'hui en Israël, à la différence que celles-ci bénéficient d'un plus grand nombre d'avantages. Elles offrent notamment des logements bon marché, une « priorité nationale majeure » en matière de budgets gouvernementaux, ainsi qu'une politique fiscale qui incite à y résider.

Par ailleurs, c'est la police israélienne, et non l'armée, qui est chargée de maintenir l'ordre et de servir la population dans les colonies. Celles-ci relèvent en outre des tribunaux civils et non du système de tribunaux militaires israéliens, ce qui tranche nettement avec l'administration militaire par Israël de la population palestinienne en Cisjordanie.

La politique de colonisation israélienne n'a pas été adoptée suite à l'occupation de 1967. Elle est la conséquence de l'occupation de 1948 et de la Nakba ou épuration ethnique ayant eu lieu en Palestine.

Ainsi, la ville de Nazareth Illit telle qu'elle existe aujourd'hui en Israël est construite sur des territoires qui ont été confisqués à Nazareth et huit autres villages voisins. Ceci vaut également pour la colonie de Maale Adumim qui est construite sur des territoires volés à la Palestine en Cisjordanie.

Israël est un pays riche et développé. Il est membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Son gouvernement s'est engagé à traiter les colonies et leur population au même titre que Tel Aviv ou Haïfa, voire de les privilégier.

Boycotter l'État d'Israël

Le gouvernement israélien dispose de ressources suffisantes pour financer et budgétiser tout ce qui n'entre pas dans les subventions européennes.

La soi-disant « ligne verte » qui marque la frontière entre l'actuel État d'Israël et la Cisjordanie n'existe pas aux yeux des Israéliens. Israël est une entité directrice individuelle, un système unique orienté à tous les niveaux vers une idéologie coloniale sioniste. La limitation des « sanctions » européennes aux colonies entraîne par le fait la légitimation du système et du caractère coloniaux de cet État. Ce qui revient à légaliser ce

système.

La décision de l'Union européenne peut paraître juste, cependant, et malgré les belles promesses qu'elle offre, celle-ci a pour objectif de délégitimer les « entités » coloniales tout en légitimant l'État colonial.

Le seul moyen pour l'Union européenne d'avoir un véritable impact est de boycotter Israël en tant qu'État et de sanctionner l'ensemble de ses systèmes, y compris son système central, sans se limiter à certains aspects découlant de sa politique.

L'approche actuelle de l'Union européenne ne permettra jamais d'obtenir une paix équitable.



Source: <http://www.info-palestine.net/spip.php?article14277>

* **Ameer Makhoul** est un dirigeant de la société civile palestinienne et prisonnier politique enfermé à la prison de Gilboa.

Le gouvernement britannique publie un conseil sur les affaires avec les colonies israéliennes illégales

[European Coordination of Committees and Associations for Palestine](#)

Le gouvernement britannique a publié un conseil sur les affaires avec les colonies israéliennes illégales qui avertit les citoyens contre la réalisation d'affaires avec des personnes ou des entités des colonies israéliennes.

» Les citoyens et entreprises de l'UE doivent aussi être conscients des conséquences potentielles d'une implication dans les activités économiques et financières des colonies sur leur réputation, ainsi que des possibles violations de droits individuels, » est-il écrit dans l'avertissement sur le site UK Trade and Investment.

« Le Royaume Uni a une position claire sur les colonies israéliennes: la Cisjordanie y compris Jérusalem Est, Gaza et les Hauts du Golan sont des territoires occupés par Israël depuis 1967. Les colonies sont illégales d'après le droit international, constituent un obstacle à la paix et menacent de rendre impossible une solution par deux Etats du conflit israélo-palestinien. Nous ne reconnâtrons aucun changement des frontières antérieures à 1967, y compris concernant Jérusalem, autre que ceux convenus entre les parties », indique l'avertissement.

Le gouvernement britannique avertit les hommes d'affaires britanniques que les affaires avec les colonies comportent des risques, et le gouvernement n'encouragera ni n'offrira de soutien à de telles activités.

« Les transactions financières, investissements, achats, acquisitions et les autres activités économiques (y compris dans des services comme le tourisme) dans les colonies israéliennes ou bénéficiant aux colonies, comportent des risques venant du fait que les colonies israéliennes, d'après le droit international, sont construites sur une terre occupée et ne sont pas reconnues comme des parties légitimes du territoire d'Israël », dit l'avertissement.

» Ceci peut conduire à des contestations des titres sur la terre, l'eau, les ressources minérales ou autres qui peuvent être les objets des achats ou des investissements », continue l'avertissement. « Ceux qui envisagent toute activité économique ou financière dans les colonies devraient rechercher un conseil juridique approprié ».

Les membres de l'ECCP et leurs partenaires au Royaume Uni ont publié une déclaration saluant cet avertissement comme un pas dans la bonne direction et ont appelé à plus de mesures pratiques pour mettre fin à l'implication britannique dans les colonies illégales israéliennes.

La Palestine Solidarity Campaign, dans sa déclaration, « presse le gouvernement à améliorer son conseil en « décourageant » fermement les affaires avec les colonies, à décourager préventivement les compagnies individuelles à signer des contrats, à clarifier les règles sur les marchés publics pour que les conseillers puissent prendre les questions de droits humains en considération sans risque d'être poursuivis, et d'exclure toute relation financière avec les sociétés opérant dans les colonies illégales ».

Le Comité national Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BNC), la plus vaste coalition de la société civile palestinienne, a déclaré dans son communiqué de presse que « De nombreux grandes enseignes britanniques achètent des fruits et légumes des compagnies israéliennes opérant dans les colonies israéliennes illégales. D'autres sociétés britanniques, comme le fabricant d'équipements de BTP, JCB, font d'importantes affaires dans les colonies illégales israéliennes, que ce soit dans la construction de colonies, de routes des colonies et d'installations et équipements liés à l'occupation ».

» Le gouvernement britannique a compris que ses condamnations des colonies illégales tombent dans les oreilles de sourds et a commencé à considérer l'énorme soutien économique que les colonies illégales reçoivent des entreprises britanniques », a dit Rafeef Ziadah, une porte-parole du BNC.



« Le gouvernement devrait maintenant indiquer clairement à des compagnies comme G4S qu'il n'est pas acceptable de contribuer aux colonies illégales israéliennes ou aux autres violations

des droits humains », a ajouté Ziadah.

Le BNC, dans sa déclaration, a souligné que « D'après le droit international, les signataires de la Convention de Genève, comme le Royaume Uni, ont l'obligation de n'apporter ni assistance ni reconnaissance aux violations israéliennes du droit international et doivent agir pour mettre fin au commerce et aux autres relations économiques avec les colonies israéliennes illégales ».

Le mouvement BDS pousse au boycott d'Israël et à des mesures pratiques graduelles, y compris des sanctions, par les gouvernements du monde pour mettre fin à leur complicité dans le maintien du régime israélien d'occupation, de colonialisme et d'apartheid contre le peuple palestinien.

<http://www.eccpalestine.org/uk-government-issues-guidance-on-business-involvement-with-illegal-israeli-settlements/>

et

<http://www.bdsmovement.net/2013/uk-government-warns-business-links-settlements-11475>

9/12+201

**Rome : l'agence italienne
d'informations AGI occupée,
obligée de publier une**

déclaration contre le sommet Italie-Israël

[BDS Italie](#) – 29 novembre 2013

Vendredi, 29 novembre, un groupe de militants de la solidarité avec le peuple palestinien a occupé le siège de l'agence italienne d'information AGI à Rome, pour protester contre le sommet Italie-Israël prévu le 2 décembre.

Les militants ont réussi comme c'était leur intention d'obtenir un communiqué de presse qui condamne la coopération militaire et économique entre les deux pays, communiqué qui a été publié sur le site AGI. Grâce aux demandes répétées des militants, AGI a été contrainte de publier la déclaration dans son intégralité, comprenant les liens entre le fabricant d'armes italien Finmeccanica, le monde universitaire israélien et l'industrie de guerre israélienne.

Cette action était la première d'un grand nombre qui se poursuivaient les jours suivants dans toute l'Italie, contre le sommet du 2 décembre, solidaires du peuple palestinien dans sa lutte.

Ci-dessous les manifestations à Rome et la déclaration intégrale :

- Samedi 30 novembre, 15 h, manifestation place de Venise, près de la colonne de Trajan
- Lundi 2 décembre, 13 h, jardins du Château Saint-Ange (Netanyahu rencontre aussi le pape et traverse cet endroit de la ville)

Déclaration intégrale

Italie et Israël : partenaires dans l'oppression

Dans trois jours, les gouvernements italien et israélien vont se réunir pour célébrer la poursuite de leur coopération militaire et économique.

Pour quiconque suit les accords que les deux gouvernements ont concoctés à un rythme accéléré, la date du 2 décembre n'est rien de plus qu'une vitrine médiatique visant à normaliser le système de l'apartheid et de l'oppression, comme si la totale servilité de la presse aux projets des deux gouvernements – avec des conséquences dévastatrices sur nos propres vies – ne suffisait pas.

D'un côté, un projet colonial de nettoyage ethnique, de confiscation des terres et des ressources, de la ségrégation et l'incarcération de toute une population vouée à la servitude, de l'autre, une hyper-exploitation qui conduit à une pauvreté endémique, amenant l'État à devoir étendre et perfectionner un contrôle social.

Si, comme déclaré par le gouvernement actuel, « l'Italie considère Israël comme un flambeau qu'il faut suivre », le laboratoire à ciel ouvert de l'industrie mondiale de la défense, que serait la Palestine, est beaucoup plus proche que la machine de propagande sioniste voudrait nous le faire croire et les exercices militaires communs entre les États-Unis, la Grèce, l'Italie et Israël en sont simplement la dernière confirmation.

La question de la « culture » au sommet montre l'intensification des relations entre les instituts de recherche universitaires dans les domaines du matériel de guerre et de surveillance.

Le projet « environnemental » abordera les ressources énergétiques et la possibilité de coopérer dans le domaine de « l'économie verte », continuant ainsi d'exploiter au nom du profit. Vient ensuite l'industrie aérospatiale, avec le fabricant d'arme vedette d'Italie, Finmeccanica, toujours à

l'affût de nouveaux accords après que sa filiale Alenia
Aermacchi a obtenu le contrat pour fournir 30 avions
d'entraînement à l'armée israélienne.

Enfin, les deux gouvernements donneront le coup d'envoi à
l'Expo 2015, foire commerciale pour les entreprises mondiales
engagées dans l'exploitation au nom du progrès.

Le sommet israélo-italien renforcera les tentacules mortelles
qui entravent notre existence.

Pas de sommet sur nos vies, pas d'accords entre les États.

En solidarité avec le peuple palestinien.

29 novembre 2013 – BDS ITALIE

<http://bdsitalia.org/index.php/english-menu/1012-agi-eng>

traduction : JPP pour BDS FRANCE

Le Royaume-Uni doit protester contre l'expulsion des Bédouïns

The Guardian – 29 novembre 2013



(Peter Gabriel, l'un des signataires de cette pétition)

Plus tôt cette année, la Knesset israélienne a voté le Plan Praver-Begin. S'il était appliqué, ce plan conduirait à la destruction de plus de 35 villes et villages palestiniens dans le Naqab (Néguev), dans le sud d'Israël, et à la déportation et l'isolement de jusqu'à 70 000 Bédouins palestiniens. Cela signifie le déplacement forcé de ces Palestiniens hors de leurs foyers et de leur terre, une discrimination méthodique, et la séparation. Le gouvernement israélien persiste à réaliser son plan en dépit de son rejet total par la communauté bédouine palestinienne, et de la condamnation des organisations de défense des droits humains.

Les Palestiniens organisent des manifestations massives en Israël et dans les territoires palestiniens occupés pour s'opposer au Plan Praver et exhorter les gouvernements internationaux à agir de façon à faire pression sur Israël pour qu'il abandonne le plan. Le gouvernement britannique met en avant qu'il a fait part, « au plus haut niveau », de ses préoccupations à propos du déplacement forcé des Palestiniens bédouins. Mais de telles déclarations ne sont que coquilles vides alors que le gouvernement britannique continue d'exporter des armes à Israël et maintient ses relations avec le gouvernement et l'industrie israéliens. Il est temps pour le gouvernement britannique de conditionner ses relations avec Israël au respect des droits humains et du droit

international, et d'agir concrètement pour qu'Israël soit tenu responsable de ses actes.

John Akomfrah OBE, artiste, réalisateur, écrivain

Yasmin Alibhai-Brown, écrivaine, journaliste

Rodney Bickerstaffe

Bidisha, écrivaine, commentatrice

Howard Brenton, dramaturge

David Caldern, acteur

Professeur Michael Chanan, auteur

Julie Christie, actrice

Jeremy Corbyn, député

William Dalrymple, historien, écrivain, commentateur Andy

de la Tour, acteur

Jeremy Deller, artiste

Brian Eno, musicien

Bella Freud, créatrice de mode

Peter Gabriel, musicien

Antony Gormley

Trevor Griffiths, dramaturge

Betty Hunter

Très honorable Sir Gerald Kaufman, député

Bruce Kent, militant de la paix

Jemima Khan, auteure, militante de la paix

Professeur Tom Kibble, membre de la Royal Society

(Société royale de Londres pour l'amélioration du savoir naturel)

Mike Leigh, auteur, metteur en scène et réalisateur

Ken Loach, réalisateur

Caroline Lucas, députée

Jeff McMillan, artiste

Michael Mansfield, avocat émérite

Professeur Nur Masalha

Jonathan Miller, Chevalier de l'Ordre de l'Empire britannique, écrivain, metteur en scène et réalisateur,

présentateur télévision

Professeure Laura Mulvey, auteure

Docteure Karma Nabulsi
Docteure Susie Orbach, psychanalyste, auteure
Professeur Ilan Pappé, historien, écrivain
Miranda Pennell, artiste, cinéaste
Cornelia Parker, officier de l'Ordre de l'Empire
britannique, artiste
Michael Radford, réalisateur
Professeure Jacqueline Rose, auteure
Professeur Steven Rose
Gillian Slovo, écrivaine
Professeur Avi Shlaim, historien, écrivain
Docteur Salman Abu Sitta, historien
Professeur John Smith, artiste
Keith Sonnet
Baronne Jenny Tonge
Harriet Walter, actrice, Dame commandeur de l'[Ordre de](#)
[l'Empire britannique](#)
Marina Warner, écrivaine, historienne
Jane Wilson, artiste
Louise Wilson, artiste
Christine Blower, secrétaire générale du NUT (Syndicat
national des enseignants)
Pat Gaffney, secrétaire générale de Pax Christi
Billy Hayes, secrétaire général du CWU (Syndicat des
salariés de la communication)
Richard Kuper, organisation des Juifs pour la justice
pour les Palestiniens
Hugh Lanning, président de la Campagne Solidarité-
Palestine
Len McCluskey, secrétaire générale d'Unite (Syndicat
britannique et irlandais du commerce)
Professeur Jonathan Rosenhead, Comité britannique pour
les universités de Palestine (BRICUP)
Mick Whelan, secrétaire général d'ASLEF (syndicat des
mécaniciens et pompiers du rail)

29 novembre 2013

<http://www.theguardian.com/world/2013/nov/29/uk-protest-bedouin-expulsion>

traduction : JPP pour BDS FRANCE

Déclaration d'ECCP sur la politique de l'Union européenne à propos de la bande de Gaza

(ECCP : European Coordination of Committees for Palestine/Coordination européenne des comités pour la Palestine)

<http://www.eccpalestine.org/position-paper-on-eu-policy-for-the-gaza-strip/>

1. Introduction

Lors de sa visite à Gaza en juin dernier, Catherine Ashton, Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité, a déclaré : *"J'ai choisi de venir ici pour mettre l'accent sur la situation à Gaza, et pour dire que nous soutenons le travail de l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East/Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) et que nous voulons voir un avenir pour la population de Gaza"*. Elle a ajouté : *"Nous voulons voir les points de passage s'ouvrir et la situation économique s'améliorer"*.

Depuis, la situation de la Bande de Gaza s'est considérablement détériorée, à cause des événements récents en Égypte : la précaire solution des tunnels pour fournir des produits à l'économie palestinienne à Gaza a été supprimée, la circulation des personnes de et vers Gaza a été rendue plus difficile qu'auparavant. Quelle que soit l'appréciation que nous pouvons avoir sur la politique égyptienne, la Bande de Gaza est un territoire occupé par Israël, qui porte l'entière responsabilité de sa situation. Malgré cette

responsabilité, les autorités israéliennes ont récemment pris des mesures scandaleuses pour refuser l'accès de la Bande de Gaza à une délégation officielle du Parlement européen, prévue du 27 au 30 octobre.

Les protestations ne suffisent plus, les autorités européennes et le Parlement doivent exprimer des exigences claires au gouvernement israélien, et des sanctions doivent être prises si ces exigences ne sont pas remplies.

2. Demandes clés

Nous demandons au Parlement européen, au Conseil des affaires étrangères et au Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité, de formuler aux autorités israéliennes des demandes impératives pour des actions immédiates, à court et à moyen terme.

Les mesures qui doivent être prises immédiatement sont les suivantes :

- stopper le blocus israélien de Gaza, permettre l'importation et l'exportation de tous les produits par les points de passage israéliens ;
- aménager, sans conditions, pour tous les citoyens palestiniens de Gaza, un passage d'urgence à travers la Cisjordanie pour leurs voyages à l'étranger ;
- ré-établir pour les pêcheurs palestiniens le droit de pêcher dans l'ensemble des eaux territoriales, sur au moins 20 milles marins, et cesser immédiatement les attaques contre eux ;
- arrêter immédiatement toute attaque contre les fermiers palestiniens, autoriser les cultures libres dans la « zone tampon » ;
- permettre à tous les étudiants palestiniens d'étudier dans n'importe quelle université palestinienne, où qu'elle soit, dans la Bande de Gaza ou en Cisjordanie ;
- permettre aux familles vivant dans la Bande de Gaza, de rendre visite à leurs prisonniers.

Les mesures qui doivent être prises à très court terme sont les suivantes :

- établir un passage complètement sécurisé entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie, permettant le libre passage des personnes et des produits sans condition ; ceci constituait un engagement très important des Accords d'Oslo, régulièrement rappelé et jamais mis en application ;
- arrêter immédiatement tout pompage de l'eau souterraine entre les collines d'Hébron et la Bande de Gaza, et prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter la dégradation de l'eau souterraine dans la Bande de Gaza.

Il est aussi nécessaire de préparer immédiatement le moyen terme :

- préparer la reconstruction de l'aéroport de Gaza,
- lancer la construction du port de Gaza,
- accélérer tous les projets d'infrastructure, en particulier ceux concernant le traitement des eaux usées, la distribution d'eau et la

- production d'électricité,
- préparer l'exploitation des ressources palestiniennes de gaz naturel offshore, au large de Gaza,
 - établir des circuits d'importation et d'exportation indépendants d'Israël et soutenir la reconstruction d'une industrie palestinienne à Gaza.

Toutes ces mesures sont réalistes. Elles doivent être mises en application et l'Union européenne peut largement y contribuer. Les simples déclarations, orales ou écrites, ont montré leur insuffisance. L'Union européenne ne peut plus se contenter de donner de l'argent pour atténuer certains effets du blocus illégal de la Bande de Gaza. L'Union européenne et ses Etats membres doivent mettre une pression réelle sur Israël pour mettre en œuvre ces mesures. Des sanctions doivent clairement être envisagées si ces mesures ne sont pas appliquées, sanctions allant jusqu'à la suspension de l'Accord [de stabilisation et] d'association entre l'Union européenne et Israël, sur la base de l'article 2 de l'Accord [concernant le respect mutuel des droits de l'homme et des principes démocratiques].

3. Rappel de la situation dans la bande de Gaza

Les autorités israéliennes continuent d'imposer sur Gaza un blocus illégal, qui affecte tous les aspects de la vie quotidienne. Selon l'appel consolidé de l'OCHA (Office des Nations unies pour la coordination des actions humanitaires) en 2012 [1], *« les moyens de subsistance demeurent sévèrement restreints par des politiques qui limitent l'accès aux zones offrant les meilleures perspectives pour l'agriculture et la pêche. Les restrictions sur le mouvement des biens et des personnes vers Gaza ont créé des problèmes chroniques dans les services de santé, l'éducation, les installations de nettoyage, d'assainissement et d'hygiène »*. Nous donnons des chiffres détaillés dans l'annexe 1.

Comme de nombreuses autres organisations, B'Tselem [2] par exemple, nous devons aussi rappeler que le siège continu de la Bande de Gaza, joint à un blocus quasi-total de longue durée, a ruiné l'économie palestinienne à Gaza, repoussant une majorité de la population en-dessous du seuil de pauvreté.

Les récents événements en Égypte ont dégradé encore plus drastiquement la situation pour la population de Gaza, avec une pénurie dramatique d'électricité et de fuel (actuellement disponible 4 heures par jour), affectant tous les secteurs de l'économie, en particulier les transports, le pompage de l'eau, le gaz pour la cuisine et le chauffage, les matériaux de construction.

Les habitants de la Bande de Gaza sont confrontés à des restrictions très sévères de leurs possibilités de circuler ; récemment des centaines d'étudiants inscrits dans des universités étrangères pour un Master se sont vus refuser l'autorisation de sortie de Gaza. Les ONG internationales ont de plus en plus de difficultés à entrer dans la Bande de Gaza. Des familles dispersées entre la Cisjordanie et la

Bande de Gaza se sont vues refuser la possibilité de se rencontrer, les familles de prisonniers de la Bande de Gaza se sont vues refuser un droit de visite.

Malgré tout, la population palestinienne de Gaza, de manière remarquable, s'efforce de vivre en maintenant un haut niveau d'éducation et même une création artistique animée. Nous devons toujours nous souvenir que Gaza n'est pas victime d'une catastrophe naturelle, mais du choix stratégique, par une puissance d'occupation, Israël, d'étrangler systématiquement sa vie sociale, économique et culturelle. Cette action est devenue particulièrement choquante et visible depuis le début du siège en 2007, mais elle a commencé il y a plus longtemps, dès les années 90.

4. Israël est responsable de la situation dans la Bande de Gaza

Israël est partie à la Quatrième Convention de Genève de 1949. La Quatrième Convention de Genève sur l'occupation s'applique à Gaza puisqu'Israël continue d'exercer un contrôle sur l'espace aérien, l'espace maritime et les frontières terrestres de Gaza, ainsi que sur ses réseaux d'électricité, d'eau, d'eaux usées et télécommunications et le registre de la population. Les puissances occupantes ont le devoir de garantir la sécurité et le bien-être de la population civile dans les zones sous leur contrôle. Le blocus continu d'Israël de la Bande de Gaza, mesure qui prive la population de nourriture, de carburant et autres nécessités, constitue une forme de punition collective en violation de l'article 33 de la Quatrième Convention de Genève.

Nous devons aussi rappeler que les forces israéliennes ont complètement et à plusieurs reprises détruit l'aéroport de Gaza (construit avec des fonds de l'UE), rendu impossible le projet de port de Gaza, détruit un nombre considérable d'infrastructures vitales et la plupart des usines pendant l'ainsi nommée opération « Plomb Durci ».

Alors que l'industrie a été détruite, soit physiquement par les bombardements ou économiquement par le blocus, la zone de pêche des pêcheurs palestiniens a été limitée de façon arbitraire à une zone minuscule de 3 miles nautiques, et une partie considérable de la terre agricole a été rendue inutilisable en raison de la « zone tampon » délimitée unilatéralement par les forces militaires israéliennes. La dégradation extrême de la situation économique et sociale dans la Bande de Gaza est le résultat d'une politique israélienne systématique.

5. L'Union Européenne, en collaboration avec les Nations Unies, a officiellement pris position contre le blocus

La position de l'UE sur le blocus est sans équivoque : l'UE appelle à l'ouverture immédiate, durable et inconditionnelle des points de passage pour l'acheminement de l'aide humanitaire, des marchandises et des personnes de et vers Gaza. L'UE estime que les changements sur le terrain qui ont suivi la décision du gouvernement israélien de juin

2010 d'assouplir le siège ont été limités et insuffisants [3]. Le Parlement européen, après l'opération militaire israélienne contre la flottille humanitaire en 2010, a adopté une résolution sur le blocus de Gaza. Il exhorte « *Israël à mettre immédiatement fin au blocus sur Gaza, qui a abouti à un désastre humanitaire et une radicalisation croissante, qui est devenue une source d'insécurité pour Israël et pour la région dans son ensemble.* » Il appelle également « *le Haut Représentant et Vice-Président et les Etats membres de l'UE à prendre des mesures qui assurent l'ouverture durable de tous les points de passage de et vers Gaza, y compris le port de Gaza, avec une supervision internationale adéquate, pour permettre une circulation sans entrave des biens humanitaires et commerciaux nécessaires à la reconstruction et à une économie autonome, ainsi que les flux monétaires et la libre circulation des personnes.* » Quant aux Nations Unies, ils ont plusieurs fois rappelé « *la nature inacceptable, insoutenable et contreproductive* » [4] du blocus de la Bande de Gaza.

Nous devons aussi rappeler que l'attaque israélienne sur Gaza à l'hiver 2008/2009 a entraîné la mort de 1400 Palestiniens et 13 Israéliens. Elle comprenait des attaques délibérées sur des installations civiles et non militaires, parmi lesquelles les systèmes d'approvisionnement en eau et d'égout, des hôpitaux, des écoles et des immeubles résidentiels. Israël n'a pas mené d'investigations indépendantes, impartiales et approfondies sur les violations du droit international qu'il a commises. Ces enquêtes étaient exigées dans le « rapport Goldstone » – approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil des Nations Unies pour les droits de l'homme – et réclamées par l'Union Européenne.

ANNEXE 1 : QUELQUES CHIFFRES EXTRAITS DU RAPPORT OCHA 2012

- Depuis 2000, au moins 70% des ménages vivant près des zones à l'accès restreint ont été déplacés soit temporairement soit de façon permanente.
- De plus, au moins 20.000 personnes sont toujours déplacées depuis l'Opération Plomb Durci.
- Des restrictions à la liberté de circulation continuent d'affecter tous les aspects de la vie des civils, ce qui compromet la croissance économique, affecte l'emploi et les moyens de subsistance et limite l'accès aux services de base. Ces restrictions ont également un effet néfaste sur l'unité familiale, les rôles masculins et féminins et la jouissance des droits politiques, religieux, économiques et culturels.
 - 80% des écoles du gouvernement et 95% de celles de l'UNRWA fonctionnent en double horaire pour faire face à la pénurie.
 - 63 % des centres de santé et 50% des hôpitaux manquent des infrastructures de base, 23% de l'équipement médical n'est pas fonctionnel, 38% des médicaments essentiels et 23% des produits jetables sont en rupture de stock.
- Plus de 1,1 million de personnes courent le risque de consommer de

l'eau de mauvaise qualité ou contaminée.

– Dans tout le territoire occupée, l'agriculture de subsistance est sous une pression énorme, de la restriction d'accès aux biens de production, aux services et aux marchés, à la pénurie d'eau et le risque d'une flambée des maladies animales et végétales. A Gaza, 35% de la terre arable et 85% de l'espace maritime sont totalement ou partiellement inaccessibles aux éleveurs et aux pêcheurs.

– Maintenant dans sa 5ème année, le blocus provoque un non-développement progressif et dévastateur. L'économie reste sinistrée et la majorité de la population continue de dépendre de l'aide humanitaire pour répondre aux besoins de base.

– Plus de la moitié de la population de Gaza est en insécurité alimentaire. Ce sont souvent les mêmes familles qui ont subi la perte de leur logement et autres biens pendant et après l'offensive israélienne de 2008/2009, ainsi que ceux qui souffrent d'un manque de possibilités de revenus, c'est-à-dire du chômage, à cause d'un secteur privé moribond.

(Traduction MR et CG pour BDS France – 16/11/2013)

[1] http://www.ochaopt.org/documents/ochaopt_cap_2012_full_document_english.pdf

[2] http://www.btselem.org/gaza_strip/siege_tightening

[3] Conclusions du Conseil sur le processus de Paix au Moyen-Orient, 3058ème réunion du Conseil des Affaires étrangères, Bruxelles, 13 Décembre 2010.

[4] <http://www.un.org/News/Press/docs/2010/sgsm12805.doc.htm>